

RETOUR SUR LA GUERRE D'ALGERIE

Retranscription des entretiens réalisés et diffusés sur les ondes de Canal Sud (92.2 sur la région toulousaine pour les *aficionados* du poste ou sur internet pour les autres)

« Entretien avec Jean-Marie Jolivet autour de la guerre d'Algérie. proche du réseau Jeanson, il est arrêté en 1958 et envoyé en Algérie en mesure disciplinaire pour deux ans et demi. Retour sur ce qui fut appelé les "événements d'Algérie" du point de vue d'un membre du contingent français non consentant. Ces émissions ont été réalisées en présence de Mathieu Rigouste, Jules et Mélo. D'autres entretiens avec Jean-Marie suivront celui-là. »

Dans les pages suivantes la retranscription des trois parties, autrement écoutable à cette adresse :

<http://www.sonsenlutttes.net/spip.php?article190> - 16 novembre 2010

<http://www.sonsenlutttes.net/spip.php?article241> - 20 janvier 2011

<http://www.sonsenlutttes.net/spip.php?article249> - 03 février 2011

Ces entretiens ont été publiés dans la revue toulousaine *Plus que mots* (n°8 en 2010, n°9 en 2012, n°9 en 2013)

Premier épisode

Entretien radiophonique avec Jean-Marie Jolivet mené par Mélo, Jules et Mathieu.

Mélo : *Tout commence aujourd'hui, en 1956. Petit rappel historique.*

Jules : *Depuis la Toussaint 1954, il y a des événements comme on disait à l'époque en Algérie. Puisqu'il est hors de question d'appeler ça une guerre, dans les deux ans qui ont suivi on envoie des troupes, d'abord de gardes mobiles, de CRS, puis de soldats vers ces trois départements français qu'étaient l'Algérie. Et en 1956, changement de cap, le socialiste Guy Mollet, avec un voyage à Alger et une pluie de légumes de la part des pieds noirs, décide de faire voter l'envoi du contingent en Algérie. Et c'est à peu près à ce moment que commence notre histoire avec Jean-Marie, puisque toi tu as commencé à faire partie d'une résistance à la guerre d'Algérie à ce moment là, en 1956.*

Jean-Marie Jolivet : C'est exact, en 1956, j'étais étudiant et en même temps pion d'internat, et par un copain qui était de la fédération libertaire, anarchiste, à Paris, j'étais amené à discuter beaucoup de la guerre d'Algérie, de ce qui se passait là-bas et du soutien qu'on pouvait apporter à la résistance armée qui se mettait peu à peu en place et qui commençait à prendre beaucoup d'importance. Donc j'étais amené avec ce copain à distribuer des tracts de soutien au FLN, dans le cadre d'un réseau qui s'appelait le réseau Jeanson.

Jules : *Pour vous il s'agissait d'une résistance armée au colonialisme ou à une invasion, ça ne faisait pas un pli ?*

Pour nous ça ne faisait aucun doute, c'était clair et net. D'ailleurs on comparait à l'époque, nous, dans notre petit groupe, le FLN à la résistance française. Donc c'était clair. C'était une résistance à l'envahisseur.

Jules : *Vous connaissiez des Algériens ou c'était un point de vue purement théorique ?*

C'était à la fois théorique et parce qu'on connaissait des Algériens. Des Algériens en France à l'époque, il y en avait pas mal, on savait quand même dans quelles conditions, mis à part la guerre d'Algérie, ils vivaient – je pense aux taudis, à Aubervilliers ou ailleurs. On savait qu'ils nous étaient absolument nécessaires pour nous aider à reconstruire la France, on savait la place qu'ils occupaient. Et on savait aussi déjà la façon dont la police française en France traitait les Algériens.

Mélo : *Vous le saviez bien, mais est-ce que c'était une information qui était partagée par beaucoup de*

monde en France à ce moment-là ?

Alors ça non, absolument pas. C'était vraiment le grand silence et en plus tout les partis politiques – je dis bien *tous* les partis politiques – et la presse en général ont monté ces choses-là, dès qu'il y avait des morts français en Algérie, comme si c'était des sauvages et qu'ils n'avaient qu'une solution face à cela, la force.

Jules : Tu peux dire deux mots de l'ambiance en France à l'époque ?

La France de l'époque n'avait rien à voir avec la France d'aujourd'hui. C'était essentiellement une France rurale. Les jeunes de mon âge commençaient à prendre goût à la vie, car les jeunes de mon âge étaient nés pour la plupart, comme moi, avant la guerre 1939-1945, et on a donc vécu notre enfance en guerre. J'ai eu un grand-père de tué, des privations qui ont duré avec les tickets de rationnement jusqu'à la fin des années 1955. J'ai eu une enfance et une jeunesse difficile : c'était la reconstruction, on n'avait rien pour jouer... Les logements étaient pour beaucoup insalubres, et donc on était innocent au sens fort du terme. L'Algérie, c'était mythique, ça n'existait pas pour nous. C'était un monde qui n'avait rien à voir avec le notre. Des jeunes comme moi se sont trouvés un jour brutalement envoyés de leur village du fin fond de l'Ariège dans les Aurès. La transition s'est faite en moins de trois-quatre jours, dans un monde qui n'avait rien à voir avec le notre. En plus, il y avait un grand patriotisme, y compris au Parti communiste...

Jules : Ah ben attends, le parti des quinze mille fusillés...

Exactement ! Tous les hommes jusqu'à ma génération avaient connu la guerre. La France, c'était la *France*, et l'Algérie une partie intégrante de la France, et il fallait défendre l'Algérie comme on avait défendu la France face aux Allemands.

Mathieu : Comment tu expliques, du point de vue de ton parcours personnel, comment on entre en résistance, comment on prend partie pour la révolution algérienne ?

Dans mon parcours, c'est tout à fait une révolte petite bourgeoise individuelle au départ. Je vais dire la vérité... Mon père était parti de chez moi, et c'est ma mère et ma grand-mère paternelle qui avaient pris le pouvoir. Elles avaient décidé de m'éduquer de façon très stricte et dans le respect de ce qui était à l'époque bien (j'allais dire travail, famille, patrie, je suis navré), et dans le culte de la religion catholique puisque ma grand-mère n'avait qu'un rêve pour moi, que je devienne curé. J'ai dû subir les jésuites. J'étais quatre ans interne dans un établissement de jésuites et ça m'était insupportable. Par ailleurs, j'étais très curieux, plutôt rêveur et réfractaire mais passif. J'avais des lectures malsaines ; je pense beaucoup à Rimbaud, je pense à Céline, etc. Quand je me suis sauvé de chez moi et que j'ai trouvé ce poste de pion dans un petit internat, j'ai rencontré des copains qui étaient plutôt libres, étudiants et qui m'ont ouvert à la liberté y compris individuelle, affective, sexuelle, et à la vie. J'étais amené à lire grâce à ces copains des journaux disons proches du monde libertaire. Et trotskystes aussi... Très vite, ma révolte individuelle petite bourgeoise contre un ordre établi s'est transformée en conscience politique.

Mathieu : Au-delà des porteurs de valise, tu peux nous décrire les anecdotes des résistances communistes et anarchistes à la guerre d'Algérie ?

Rapidement, ces réseaux – car il n'y avait pas que le réseau Jeanson – étaient organisés comme était organisée la résistance au début. C'est-à-dire qu'on ne savait pas à qui on avait à faire, à quoi servait ce qu'on faisait, c'était très cloisonné, on avait des noms d'emprunt... Quand on est jeune et qu'on a 16, 18, 20 ans, c'était aussi une forme de jeu...

Jules : Pour jouer au gendarme et au voleur pour la bonne cause.

Absolument. Il y avait aussi ce côté boy-scout, il ne faut pas se faire de cinéma (*rires*). En même temps, on avait quand même des nouvelles de ce qui se faisait dans les réseaux, quand un copain se faisait piquer, des moments importants parce qu'il fallait transporter des armes. Il n'y avait pas que de l'argent à transporter, il y avait des messages, mais aussi des armes.

Jules : Déjà en 1956 ?

Oui. Absolument. Il y avait un soutien très fort des militants communistes, mais pas de l'appareil, il faut bien faire la différence.

Mathieu : En 1956, le PC vote les pouvoirs spéciaux.

Tout à fait. Ces fameux pouvoirs spéciaux qui donnaient tout pouvoir à l'armée (y compris pouvoir de mort) ont été votés par l'ensemble de la classe politique. Sauf quelques oppositions individuelles. Pierre Mendès-France a bien dit qu'il n'était pas d'accord, le général de Bollardière à son tour, Rocard qui était haut fonctionnaire et avait eu une mission en Algérie avait fait un rapport sur la torture en Algérie qui était très clair.

Jules : Déjà en 1956, on n'était pas encore dans la bataille d'Alger.

Non, pas encore. En même temps, il y avait une fierté dans les familles françaises d'avoir un de ses enfants qui serve en Algérie, comme si c'était une transition normale dans un pays comme la France que les hommes soient appelés à être un jour ou l'autre des guerriers pour combattre au nom de la France.

Mathieu : On a l'impression que la guerre ne sert pas qu'à maintenir des intérêts économiques, politiques, il y a aussi une manière de reconstruire un patriotisme.

Puisque l'identité est un mot devenu à la mode, à l'époque l'identité française, c'était porter les valeurs de la France partout dans le monde. La France c'était l'Algérie, mais aussi d'autres colonies. A la limite, on était assez peu sensibilisés aux questions économiques (on ne savait pas qu'il y avait du pétrole en Algérie, qu'on allait lancer une bombe là-bas), par contre ce qu'on savait c'est que les autres étaient des sous-hommes, des sauvages. Il ne faut pas avoir peur des mots, c'étaient des sauvages. La presse, il faut la relire... J'ai conservé un immense dossier sur la guerre d'Algérie, la presse à l'époque... on n'oserait plus écrire ça aujourd'hui. C'était des sauvages, et nous on amenait la paix...

Mathieu : Ça se fait quand même en fait...

Jules : Ça ne se fait plus pareil...

(rires)

C'est vrai ça. On était en mission civilisatrice là-bas.

Jules : Dans un monde polarisé, après la guerre d'Indochine, la guerre de Corée, avec soit disant deux blocs, est-ce que c'était mis en exergue qu'il s'agissait de lutter contre le totalitarisme communiste ?

Tout à fait. C'était aussi un argument très fort, et d'ailleurs le PC était mal à l'aise, parce qu'il a accepté de laisser dire ces choses-là. On défendait grosso modo les valeurs de l'Occident contre les sauvages, mais aussi contre le communisme. La peur du communisme était un ciment remarquable.

Jules : Comment ils faisaient la liaison entre le sauvage et le communiste ?

Alors c'est une question très délicate. La position des gouvernants c'était qu'il y avait deux dangers. Un, le communisme qu'il fallait absolument contenir, suite à une grande propagande des États-Unis notamment – on commençait à savoir ce qui se faisait de l'autre côté du rideau de fer. De l'autre côté, l'Allemagne était occupée, Berlin était scindé entre un territoire occidental et un territoire soviétique. Il y avait en France une présence communiste très forte, plus de 20 % de la population, un syndicat très puissant, la CGT, qui était tout à fait une courroie de transmission du PC. Et chez les communistes (pas l'appareil) un patriotisme... Il n'y avait pas plus nationaliste qu'un communiste, ça c'est clair et net, un mélange de patriotisme et de supériorité car les communistes se réclamaient de la résistance, en disant « c'était nous la résistance », ce qui n'est pas tout à fait aussi simple que ça. Par rapport à l'affrontement des blocs, les communistes français étaient... j'allais dire dans une position pour le moins ambiguë.

Mathieu : Je peux peut-être rajouter un mot. Du PCF, il y avait aussi cette idée d'une lecture orthodoxe de

Marx qui disait que les colonisés devaient devenir un prolétariat industriel et qu'après ils pourraient se joindre à la lutte des classes. Sur le lien entre écraser les sauvages pour lutter contre le communisme, ça se posait à plusieurs niveaux. Au niveau de l'État, l'État-major de l'armée (je pense que ça passait moins dans les médias) le fait que l'Empire français laisse sa place en Afrique du Nord et rompt l'axe Paris-Brazzaville, laissait entendre que cela permettrait au monde communiste, à la pieuvre soviétique d'encercler l'Europe, c'est-à-dire la tête de pont de l'OTAN, du monde libre. Partir, c'était laisser la place aux Rouges. L'autre lien qui était fait – et ça va nous parler d'aujourd'hui – l'était à travers l'islam. Il y avait quelques stratèges qui essayaient de démontrer que dans le Coran on pouvait trouver un culte d'un communisme primitif et donc que – et là on revient à la culture coloniale – les musulmans n'étant pas arrivés à la maturité politique étaient aisément manipulables par les communistes, par Moscou qui, leur faisant croire qu'ils luttaienent contre l'impérialisme et la liberté les manipulaient pour un autre impérialisme. Il y avait ce jeu-là entre une position stratégique « si on part, c'est Moscou qui s'installe ». Il ne faut pas oublier qu'il y avait un soutien de l'armée soviétique, mais qui n'avait rien à voir avec ce qu'en disait l'armée française. L'autre manière de suggérer ça, c'était la construction du musulman comme sauvage qu'on peut aisément manipuler.

C'est tout à fait exact. Il y avait autre chose quand même. Au niveau des cadres, des militaires de carrière, il ne faut pas avoir peur : ils n'avaient pas digéré la perte de l'Indochine. D'avoir perdu cette guerre leur était vraiment resté en travers de la gorge. Quelque part, il y avait une revanche à prendre. Et il y avait dans le monde entier des tas de choses qui bougeaient. Le tiers-mondisme commençait à apparaître avec Nasser, il y avait pas mal de luttes d'indépendance un peu partout. Le monde bougeait pas mal et la France se croyait et était considérée comme une grande puissance, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. Quelque part, la France était dans ces années-là dans la même position que les États-Unis quand ils s'imaginaient qu'ils étaient il y a trois ou quatre la superpuissance au niveau mondial.

Jules : Pour parler des réseaux de résistance... Tu as parlé du réseau Jeanson, quand tu as été contacté pour donner un coup de main dans ces réseaux, ça s'appelait déjà réseau Jeanson ?

Je ne l'ai pas connu sous le nom de réseau Jeanson tout de suite. Je l'ai connu par des surnoms, entre autres, le groupe Abeille. Pourquoi Abeille je ne sais pas... C'est par la suite, par des copains de la fédé, on disait qu'un de ceux qui étaient à la tête c'était le fameux Jeanson en question. Et puis on savait aussi qu'il y avait un soutien d'intellectuels de gauche et d'extrême-gauche, autour de Sartre. Mais il n'y avait pas que ça, il y avait France-Observateur, avec l'appel des 121, qui dans les milieux intellectuels commençait à se préoccuper du rôle néfaste de la guerre d'Algérie.

Jules : Et les chrétiens aussi.

Absolument. Et puis il y avait dans le monde, déjà, au sein de l'ONU mais aussi ailleurs, des pays qui commençaient à trouver qu'on se conduisait mal, pour ne pas dire de façon assez épouvantable. On a eu pas mal de recommandations de l'ONU qui condamnaient la France. Quand De Gaulle s'est décidé en 1961, c'est que quelque part il n'avait plus tellement le choix. Le monde entier était contre ce que faisait la France en Algérie d'un côté, et de l'autre financièrement c'était un gouffre cette guerre, dans un pays encore en pleine reconstruction, ce n'était pas encore les Trente Glorieuses.

Mathieu : Et le matériel militaire est fourni par les États-Unis...

J'allais le dire ! Le problème de De Gaulle ce n'était pas « J'aime les Algériens, etc. », cela n'avait rien à voir avec les sentiments. Il savait qu'on avait découvert du pétrole, que ça allait être quelque chose d'extraordinaire, et que deuxièmement on avait besoin d'un territoire pour expérimenter la bombe atomique, et que d'ailleurs le deal qu'il a passé avec le FLN au moment des accords d'Evian, ce n'était pas « Je vous aime, vous êtes des mecs sympas, je vous donne votre indépendance ». C'était « On s'en va, mais on garde la main-mise sur le pétrole et la possibilité de procéder à des expériences nucléaires », ce que d'ailleurs le FLN a accepté.

Mélo : Et pour revenir quelques années avant. Les accords d'Evian, la résistance s'organise, on a parlé des porteurs de valises, mais il y a aussi tout un travail de propagande qui se met en place, et c'est là que toi tu prends une place dans ces réseaux de résistance en 1956.

Oui, en 1956, jusqu'en 1958 j'ai pris une place de plus en plus active. On parlait beaucoup, on était de plus en plus conscients dans nos petits groupes de ce qui se passait en Algérie. On avait des nouvelles par des copains algériens, et de ce qui se passait en France aussi. Parce que le FLN entre 1956 et 1958 en France s'est vraiment organisé. Il faisait des quêtes de soutien, de la propagande, il y avait des luttes internes au sein des algériens avec le Mouvement national algérien (MNA), le FLN, souvent d'ailleurs très violentes, très sanglantes. Le FLN commençait à faire des attentats en territoire français – bien ciblés, pas n'importe comment, c'était en général des policiers. Et donc on sentait que ça devenait de plus en plus infect. Et une autre chose quand même, il commençait à rentrer en France pas mal de jeunes appelés qui venaient de finir leur service militaire en Algérie et qui commençaient malgré tout à parler de ce qu'ils avaient fait, de ce qu'ils avaient vu, à quoi ils avaient participé. Ça devenait de plus en plus connu de la population française ce qu'on faisait en Algérie. On se relevait quand même du traumatisme de la dernière guerre – je ne comprends toujours pas encore aujourd'hui, il y a eu là-dessus un silence quasi religieux. Ça ne sortait pas des murs.

Jules : Pourtant il y avait des journaux : L'Express, Témoignage Chrétien, etc. C'était lu ou c'était pas lu ?

Oui, mais par une petite partie de la population. Il faut pas croire. Les radios étaient très formatées et verrouillées. Les journaux dont tu parles étaient lus par une classe intellectuelle plutôt proche des intellectuels. Ces gens-là je pense étaient bien au courant. Dans les facultés aussi ça commençait à bien discuter. Il faut dire aussi que l'extrême droite devenait très forte dans les facultés. Les cassages de gueule entre l'Unef de l'époque et les réseaux autour de Le Pen, c'était rien à voir au niveau de la violence avec ce qu'il se passe aujourd'hui, c'était vraiment sérieux. D'ailleurs, je crois que c'est là que Le Pen a perdu un œil. Donc ça commençait un peu partout. Il y avait aussi quelque chose qui était scandaleux, il y avait déjà des soldats qui avaient été tués en Algérie qui avaient été rapatriés dans leurs cercueils avec les honneurs militaires, mais le pouvoir savait transformer ce qui était un immense gâchis – je dirais presque un crime – en un fait de haute gloire. Sauf que jamais on a le courage de mettre sur les monuments aux morts (sauf récemment) MORT EN ALGÉRIE, EN GUERRE.

Jules : Il n'y avait pas de guerre.

Et oui, voilà. Il n'y avait pas de guerre. Et je vous signale que les veuves des soldats tués en Algérie – et c'est très important – n'avaient pas le droit à la reconnaissance de veuve de guerre. Et à l'époque, il y avait encore beaucoup d'emplois réservés pour les veuves de guerre.

Jules : Et toi tu avais l'âge de partir ?

Moi, j'ai eu vingt ans en 1958. A l'époque, j'étais étudiant, en internat, et donc j'avais eu un sursis, qui a fait que j'aurais pu y aller deux ou trois ans après. Mais ils avaient énormément besoin de main d'œuvre, de chaire à saucisse en Algérie, donc on rappelait à tour de bras les appelés mais on envoyait de plus en plus de jeunes. Donc il y a des classes d'appel qui ont été devancées. Moi, en ce qui me concerne, en 1958, j'étais surpris avec quelques copains le premier juin alors que de Gaulle se présentait devant l'assemblée nationale pour l'investiture, à distribuer place de la Concorde – on était une trentaine maximum – des tracts contre le coup d'État – pas contre le soutien au FLN mais bien contre le coup d'État – et il y avait deux ou trois cents CRS. On a tous été embarqués...

Mélo : Peut-être avant de raconter ça, est-ce que tu peux nous raconter c'était quoi cette histoire de coup d'État.

Eh bien écoute, c'était encore la quatrième république finissante, où la situation en Algérie s'enlisait, et où les militaires sur place – je veux dire le commandement, les généraux et certains colonels – avaient décidé qu'il fallait mettre de l'ordre dans ce pays qui était incapable de faire une vraie guerre, et avaient donc décidé de prendre le pouvoir. Ils ont commencé par les bataillons de la légion étrangère et des parachutistes en Corse. En Corse, ils avaient quasiment pris le pouvoir de fait. Ils menaçaient, si rien ne se passait, de venir envahir la France, en particulier Paris, de prendre le pouvoir, un putsch militaire. Et donc c'était très sérieux puisqu'à l'époque le gouvernement avait même envisagé de se replier dans le nord dans la France, dans l'éventualité d'un parachutage sur Paris de la légion. Et en fait à ce moment-là le pouvoir a pris peur, et a demandé au général de Gaulle de sauver la France une nouvelle fois, alors qu'en réalité ces mêmes militaires étaient en fin de compte le bras armé de De Gaulle qui ne rêvait que d'une chose, c'était d'être appelé

comme un sauveur. Il savait, lui, qu'il fallait que ça se passe comme ça pour qu'on l'introduise. Donc le coup d'État c'est qu'effectivement la quatrième république a remis les pleins pouvoirs pour six mois ou un an je ne me rappelle pas...

Mathieu : Six mois qu'il a reconduit.

À de Gaulle. Donc il s'est présenté devant la chambre des députés pour l'investiture.

Mathieu : Et il a exigé le droit de transformer la constitution.

Absolument. Ce qu'il se fait un plaisir de faire. Ça n'a pas traîné.

Jules : D'où la cinquième [République]. Et donc vous vous retrouvez une petite minorité de petits gars à protester publiquement...

On s'est fait embarquer, ça n'a pas traîné. On a été emmenés dans un centre de rétention qui était à Vincennes.

Jules : Ça s'appelait comme ça ?

Ouais. Et là les gendarmes sont allés perquisitionner dans ma piaule où j'étais pion – il y a plein d'irrégularités – sans moi, ce qui n'est pas normal, je n'ai pas pu voir d'avocat, et ils ont découvert dans ma piaule des tas de bouquins, de revues, de tracts anarchistes et de soutien au FLN. Je n'ai jamais pu revenir dans ma piaule, je n'ai jamais pu aller chercher mes affaires. On m'a annoncé après quarante-huit heures de garde à vue que j'allais partir en bataillon disciplinaire à Berlin, et que mon sursis militaire était résilié d'office. Et d'ailleurs j'ai sur mon livret militaire un beau tampon « sursis résilié d'office ». Alors que ce n'est pas légal non plus.

Jules : Pas de passage en justice ?

Rien. Et du coup j'ai été emmené à Berlin dans une compagnie disciplinaire, menotté entre deux gendarmes (je coûte cher au pays) et là bas j'ai fait trois mois de classe dans des conditions très difficiles. Et après ces trois mois de classe, de nouveau j'ai été embarqué à Marseille entre deux gendarmes menottés, et à Marseille j'ai été débarqué à Oran où on m'a remis aux mains du capitaine du 46^e régiment d'infanterie de marine, l'ex-colonial.

Jules : Donc l'élite de l'armée française.

Et à l'intérieur de ce régiment j'ai été versé dans une des compagnies les plus terribles, qui était le sixième commando de chasse. Je n'avais jamais vu une arme de ma vie, sauf dans les films de cow-boy (*rires*), je n'avais jamais su ce que c'était que de se battre, et je me suis retrouvé brutalement du jour au lendemain en position de combattant. Et combattant d'élite. Et donc en plus dans cette compagnie, il y avait beaucoup de militaires de carrière qui avaient fait la résistance, puis l'Indochine, puis d'autres guerres, qui étaient vraiment des mercenaires officiels, mais pour moi toujours des mercenaires.

Jules : Et tous ces baroudeurs, ils ont du te voir arriver avec un certain mépris, non ?

Alors voilà. Pire que ça. Il y avait les baroudeurs qui étaient... vraiment baroudeurs au sens très fort du terme ; il y avait aussi beaucoup de repris de justice à qui on avait dit « ou tu vas en taule ou tu vas en Algérie » et qui avaient (à juste titre à mon avis d'ailleurs) choisi d'aller en Algérie ; et il y avait quelques personnes comme moi qui étaient des politiques. Et ça c'était la suprême insulte. On était dès le départ la proie de la haine et la violence des gradés. Les autres non, il faut dire, ils s'en foutaient. Ils ne t'emmerdaient pas, et comme j'étais l'intellectuel du coin, le lettré, je leur écrivais leurs lettres d'amour, donc ça passait bien. (*rires*)

Mélo : Et ceux qu'on appelait les politiques c'était forcément des gens qui avaient résisté...

Alors les politiques c'était plusieurs catégories. C'était ceux qui comme moi étaient soupçonnés de soutien au FLN, il y avait des militants communistes – tout simplement parce qu'ils étaient communistes – ; des syndicalistes qui avaient été repérés pour des actions de grève et qui avaient été fichés ; et aussi des militants chrétiens. Moi je me souviens encore d'un colonel qui les considérait comme les plus dangereux car eux ils faisaient ça au nom de Dieu, et on ne peut rien contre Dieu. (*rires*) Un communiste on peut l'écraser, mais un chrétien qui se bat au nom de Dieu...

Mathieu : Et pour éviter que tous ces gens-là discutent, ou ne fassent pas franchement de zèle, on vous a fait comprendre rapidement qu'il pourrait y avoir des sanctions et qu'on pourrait vous emmener faire un tour en forêt ?

Tout à fait. Alors, d'abord il y avait l'épreuve du feu, ce qu'ils appelaient pudiquement l'épreuve du feu. Moi, dès mon arrivée en Algérie, une semaine après, dans l'Ouarsenis, où les bagarres étaient très rudes dans un maquis très difficile, dans mon commando, un jour il y avait une dizaine de prisonniers qui sont arrivés. Toute la nuit ça a été terrible – malheureusement je m'y suis habitué par la suite, hélas – je les ai entendus hurler sous les tortures. Et le lendemain matin, le capitaine est venu nous mettre en rang, et en désignant plusieurs personnes, dont certaines (je savais qu'elles l'avaient déjà fait) étaient plus ou moins volontaires, par contre moi, entre autres, avec un petit sourire narquois : « Eh bien vous allez en opération, vous allez faire la corvée de bois. » Et c'est le terme qu'il a utilisé. Moi je ne savais même pas ce que ça voulait dire. Donc je monte dans le camion avec les quelques militaires, et dans un autre camion il y avait les prisonniers. Et à un moment donné on s'arrête dans le Djebel, et à ce moment-là on sort les prisonniers, le capitaine vient vers moi et me dit : « Tu te mets devant, et tu tireras le premier quand ils vont partir, je te préviens, t'as intérêt à ce qu'il en tombe un, ou sinon c'est toi qui tombe. » Imaginez la situation. Donc effectivement ils ont fait sortir les prisonniers, et puis les ont mis en rang, et à un moment le capitaine a dit « Allez, sauvez-vous ! Vous pouvez partir ! » et en même temps donnait l'ordre de tirer. Donc évidemment j'ai tiré, c'est comme ça... je veux dire, c'est terrible. On n'a pas le temps de réfléchir en plus.

Jules : Et tu t'es retrouvé à tirer sur un bonhomme pour la première fois.

Alors ce qui s'est fait aussi, c'est que très vite les autres ont tiré aussi. Donc est-ce que j'ai tué quelqu'un ou pas, je n'en sais rien, mais en tout cas j'avais mission de tuer et que c'était une épreuve de feu. Ça c'était un exemple.

L'autre exemple c'était les gardes. Les gardes de nuit étaient particulièrement... j'ai eu peur comme c'est pas possible. On montait la garde à cinquante, cent mètres les uns des autres, totalement isolés, dans une nature où il y avait toujours des bruits, du vent, des feuilles, des trucs, des machins, sur le qui-vive, et en fait pour pas qu'on s'endorme pendant la garde, on nous donnait une grenade qui était dégoupillée. Deux heures après, je devais la remettre en main propre à celui qui allait me remplacer. C'était absolument terrifiant.

Jules : On peut expliquer aux auditeurs qu'une grenade dégoupillée si elle tombe par terre, t'es mort.

Et il y avait d'autres choses extrêmement terribles. Ça m'est arrivé une fois, c'était une pratique vieille comme le monde puisqu'il paraît que dès l'antiquité ça se pratiquait, c'était la pratique du tombeau. Comme on pouvait pas te mettre aux arrêts ou en prison puisque tu étais en zone opérationnelle, et que tu pouvais pas faire ça, pour te faire comprendre, s'il y avait une sanction grave à te donner, on te faisait creuser un trou, un trou dans lequel tu étais enfoui, on te recouvrait complètement de terre et de sable jusqu'à hauteur de la tête, en plein soleil avec à proximité, à quelques centimètres, un verre rempli d'eau que tu ne pouvais bien sûr pas atteindre. Et quand tu restais en plein soleil, dans le sud algérien – ça m'est arrivé une fois le long de la frontière marocaine – vite fait tu deviens fou. Il y a eu dans la même compagnie (moi ça ne m'est pas arrivé) des copains qui ont été soumis au supplice chinois, c'est à dire une goutte d'eau qu'on fait tomber très lentement mais très régulièrement sur le front. Au bout d'un moment, je peux te dire que...

Jules : Ce que tu es en train de dire là, c'est que dès 1958, au moment où les yeux du monde sont plus ou moins fixés sur la bataille d'Alger, qui est encore une histoire à part dans cette guerre d'Algérie, toi tu te retrouves dans un commando de chasse en opération contre les maquis Wilaya 4, et où la pratique de la torture est systématique, où les exécutions sommaires sont systématiques, et où on n'hésite pas à utiliser ces mêmes méthodes contre ses propres hommes pour les faire filer droit.

Absolument. Mais en partie. On ne tuait pas les militaires français. Mais on les mettait dans un état de soumission extrême. Souvent, des copains m'ont demandé quand je suis rentré de la guerre d'Algérie, « Mais tu ne pouvais pas t'enfuir ? Pourquoi tu es resté ? » et c'était totalement impossible.

Jules : Pour aller où ?

Absolument : pour aller où ? Les quelques soldats qui ont essayé de fuir le front ont été repris par le FLN et la plupart du temps massacrés.

Mathieu : Il y en a quand même quelques-uns des soldats français qui ont été éliminés par des corvées de bois vert, puisque ça permettait de dire « Il s'est échappé », et sur un déserteur on a le droit de tirer.

Absolument. Alors il y a eu plusieurs choses, plusieurs choses que moi j'ai vu et dont je peux témoigner, au moins sur un, et ce serait intéressant que là-dessus un sociologue se penche dans le cadre d'une thèse de doctorat. Il y a beaucoup d'officiers de l'armée française tués au combat mais avec des balles dans le dos. On le dit très peu. Il y a eu effectivement plusieurs cas, et évidemment on ne sait pas combien. Moi je connais un officier qui combattait avec nous qui est mort au combat, mais on savait tous qu'il avait été tué par derrière. Et par derrière ça ne pouvait être que nous.

Alors au niveau de celles où j'ai participé, je vais être très bref parce que c'est trop douloureux, il y avait la torture. La torture c'était une pratique courante. Je veux dire, c'était banalisé à l'extrême. A chaque fois qu'il y avait des prisonniers, ils étaient torturés. Il y avait quelque chose qui m'a encore plus bouleversé, c'était les SAS, toute une zone habitée qu'on vidait complètement, on recentrait les gens dans un espèce d'immense territoire où c'était la famine, pas d'hygiène, où souvent dans les mêmes zone son récupérait tous les hommes de seize à cinquante ans pour les prendre comme harkis. Il faut le dire. Il y a eu des harkis volontaires, mais il y a eu beaucoup d'Algériens qui ont été harkis de force, c'est-à-dire qu'ils se sont fait récupérer. Ça c'était terrifiant. Une fois que les villages étaient évacués, on les rasait, on abattait le bétail sans aucun scrupule, quelque fois on empoisonnait les sources – et Dieu sait que c'était vital, les sources – et dans beaucoup de villages où il y avait eu des actions violentes où des copains avaient été tués, on se vengeait dans les villages. Moi j'ai assisté... j'ai participé à des razzias dans certains villages où on mettait toutes les femmes au centre du village, je ne sais pas si vous voyez, au moins deux fois ça m'est arrivé, et on les obligeait à se foutre à poil devant tout le monde pour prouver que ce n'étaient pas des hommes déguisés en femmes. J'ai des livres qui peuvent en témoigner. Quand on faisait des razzias dans les villages, et qu'on faisait des fouilles corporels, on avait une instruction écrite disant qu'on devait toucher le sexe de la personne qu'on fouillait pour s'assurer que c'était bien une femme. Vous imaginez ces choses-là... atroces.

Jules : Jusqu'où ça peut déboucher.

Et puis il y a eu beaucoup de pillages qui étaient interdits officiellement mais complètement tolérés par l'armée et acceptés. Ces gens dans ces petits villages avaient pratiquement rien, quelques bijoux, quelques plats, et on pillait ça, on prenait ça comme trophées, comme souvenirs, c'était dégueulasse, mais voilà.

Jules : Pour transformer des petits gars qui sortent de leur campagne et qui sont disons des soldats normaux en ce que tu viens de décrire, sur quels ressorts ça marche, il y en a plusieurs j'imagine.

Il y a plusieurs ressorts. C'est un phénomène très compliqué et très complexe qui repose d'abord sur une solidarité de corps. Quelque part, quand on était en zone opérationnelle et qu'on était comme nous, accrochés à des vrais combats où on perdait des copains, quelques fois des copains très proches, qu'on retrouvait quelques fois dans un état torturé de l'autre côté, voire égorgés, etc., on avait la haine. C'est clair et net. On avait quelque chose à venger, un honneur de la compagnie, de corps. On avait aussi une espèce de compétition entre les différents corps engagés dans la guerre d'Algérie. Il y avait effectivement un honneur à être aussi bon que ce qui était la gloire de l'armée française, à savoir la légion étrangère, les parachutistes.

Jules : D'ailleurs tu faisais remarquer que vous étiez dotés d'armes différentes...

Des bataillons ordinaires. Tout à fait. Et puis après des commandos de marine. Alors, les commandos de marine c'est le nec plus ultra de l'armée française. Je ne sais pas aujourd'hui, mais à l'époque ils étaient encore plus forts que la légion et encore plus forts que les para.

Mathieu : *Tu as commencé à en parler, mais dans cette manière de transformer les gens, est-ce que tu peux nous parler un peu du rôle du patriarcat, alors que ce soit la fonction du fusil et de la reconquête du territoire au niveau des soldats, mais aussi du viol comme arme de guerre. Comment le patriarcat entre dans la technique de la soumission ?*

Ce que tu soulèves, c'est quelque chose d'assez important. On jouait sur le fait – parce que quand même, on était des « hommes », mais on n'avait pas le droit de vote, le droit de tuer oui, mais pas celui de voter...

Mélo : *Vous n'êtes pas considérés comme majeurs à l'époque, c'est ça ?*

Absolument. C'était vingt et un ans à l'époque. Ça c'est un point. D'un autre côté, on relevait tous d'une enfance traumatisée, on avait tous subi la guerre dans notre enfance, et on avait une revanche à prendre, et il fallait être des hommes. C'était le mot, il fallait se comporter comme un homme. Et se comporter comme un homme, c'était deux choses : un pouvoir revendiquer des hauts faits d'arme, et l'autre une obéissance totale à des chefs qui transmettaient des valeurs qui n'étaient pas discutables. Ça je me souviens c'était la propagande, l'action psychologique de l'armée française était extraordinaire, je crois que c'est un modèle d'intelligence, je regrette... Ils savaient très bien toucher les gens, nous les appelés, qui étions quand même naïfs, malléables, qui souvent ne connaissaient rien du monde autre que leur petit coin, et qui se sont retrouvés chargés d'une mission transmise de père en fils. Puisque ceux qui nous commandaient se réclamaient de la résistance, certains l'avaient fait, et que eux même disaient qu'ils ne faisaient que ce qu'avaient fait leurs propres pères en faisant la guerre de 1914-1918.

Jules : *Le grand-père était poilu, le papa FTP, etc.*

Et ça c'est très important, et à l'époque, je suis navré de le dire, ça va peut-être choquer ou surprendre, on savait en revenant en France que ceux qui avaient fait la guerre, qui avaient éventuellement récolté des médailles, qui avaient été dans des compagnies ou des bataillons de prestige avaient un gros succès auprès des filles de l'époque, il faut quand même le dire. C'était quelque chose de bien de revenir de la guerre d'Algérie, en disant « putain, c'était un parachutiste ». Il y avait une admiration du mec.

Mélo : *Et en même temps la fabrication d'un tabou.*

Absolument.

Jules : *Votre seule source d'informations, c'était le journal de l'armée française qui s'appelait Le Bled. Vous n'aviez pas de radio. Enfin, comme tu disais, les radios étaient formatées, c'était Salut les copains ou rien du tout.*

Sont peu à peu arrivés les transistors, mais plutôt à partir de 1959-1960. Avant il n'y en avait pas. Et ça ça changeait tout. C'est d'ailleurs pour ça que le putsch a échoué, parce que les bataillons/compagnies se sont informées grâce aux transistors. Et sinon on avait rien. Entre les marraines de guerre.

Jules : *C'est quoi ?*

Alors les marraines de guerre se sont des femmes en France qui s'étaient portées volontaires – et en très grand nombre – pour soutenir les petits militaires qui faisaient la guerre en Algérie, en envoyant des colis, en écrivant, etc.

Jules : *En envoyant des chaussettes ?*

Oui, alors tout ce qui n'était pas censuré : des vieux journaux genre *Elle*, *Marie-Claire* – surtout pas des journaux politiques –, des romans à l'eau de rose, et qui soutenaient le moral. D'ailleurs, pour certains ça s'est terminé par des mariages.

Jules : *Ah oui, ce n'étaient pas des vieilles de bienfaisance !*

Alors il y en avait de toutes sortes. Il y avait des jeunes femmes, mais aussi des femmes âgées. Parce que les jeunes filles, dans les moments forts, quand il y avait le plus d'appelés en Algérie (1958-1961), il manquait de mecs. Je connais ici des villages, j'ai discuté avec pas mal d'Ariégeois, tous les mecs étaient partis. Parce que plus tu étais pauvre, plus tu y allais. Et il y a des villages, tous ceux qui avaient entre dix-huit et vingt-deux ans, ils étaient en Algérie. Donc les femmes se retrouvaient sans mec, on se déplaçait pas comme on se déplace maintenant, donc elles étaient marraines de guerre.

Jules : Ces compagnies opérationnelles, il y avait encore autre chose. Tu as parlé d'esprit de corps, mais les colonels, les capitaines, c'étaient les seigneurs de la guerre.

Absolument. Alors il y a ça aussi qui est important, et il faudrait peut-être qu'il y en ait un qui intervienne, l'histoire des tous pouvoirs, votés par l'ensemble de la classe politique française. C'était en fait déléguer toute responsabilité à l'armée française premièrement. Et l'armée française, vu l'immensité du territoire, déléguait cette autorité à l'échelon le plus proche du terrain, c'est à dire à une compagnie commandée par un capitaine. Donc ce capitaine et sa compagnie à l'intérieur du territoire avaient absolument tout pouvoir, y compris pouvoir de vie ou de mort.

Mélo : Sur ses propres soldats.

Y compris sur les combattants.

Mélo : C'est quand même ça le travail de l'armée au démarrage.

Alors non. Et ça c'est une importance considérable. Avant que les tous pouvoir soient votés, même s'il y avait des tortures et des exécutions sommaires, l'armée devait absolument passer par le pouvoir civil, juridique. Et d'ailleurs à la bataille d'Alger il y avait toutes sortes de discussions autour de ça parce que c'est là que l'armée a décidé que de toutes façons, « la justice on n'en a rien à foutre, on est assez grands pour la faire nous-même ». En plus on n'avait pas le droit de faire des prisonniers de guerre, parce que ce n'était pas une guerre. Si on prenait légalement des gens qu'on supposait être des combattants du FLN, normalement il fallait les transmettre à la gendarmerie, au pouvoir officiel.

Jules : Et oui, ils étaient des bandits.

Mathieu : Et hors-la-loi.

C'étaient des hors-la-loi, donc la seule solution, on ne faisait pas de prisonniers.

Jules : Donc pas de convention de Genève.

Ça n'existait absolument pas, on n'en avait vraiment rien à foutre. Et je peux même dire, j'ai les textes officiels, les décrets, etc., nulle part il n'est jamais question de convention de Genève. Nulle part. C'est une armée de maintien de l'ordre qui a en face d'elle des bandits.

Mathieu : C'était tout l'enjeu. Il s'agissait de justifier ça devant l'ONU, de dire qu'il s'agissait d'opérations de maintien de l'ordre sinon il faut se conformer à ces choses-là. Ce que Mélo disait tout à l'heure, c'est que l'armée en général ça sert aussi à mater son propre peuple.

Absolument.

Mathieu : On s'est rencontré quand tu apportais ton soutien sur la projection d'un film sur le 17 octobre 1961, et on s'est revu où pareil, tu donnais de ton temps et de ton énergie pour soutenir les luttes contre le racisme, la culture coloniale, les discriminations, l'islamophobie. Comment tu en es venu à ces luttes-là ?

Alors c'est tout à fait simple. Là-dessus c'est clair et net, pour l'avoir vécue de l'intérieur, j'ai décidé quand je suis revenu d'Algérie, sans trop réfléchir, qu'il m'appartenait partout où je passe, et j'ai mis longtemps à rendre ma parole publique, de mettre en garde la jeunesse mais aussi tout le monde sur ce que la guerre peut faire d'un être humain. Toutes les guerres. Je ne parle par uniquement de la guerre d'Algérie, qui est exem-

plaire mais malheureusement depuis il y en a eu d'autres qui ressemblent étrangement à ce qu'on a fait en Algérie. Et que tout être humain, s'il se laisse entraîner dans cette chose-là, devient forcément un assassin ordinaire. Quelque qu'il soit. D'ailleurs Arendt l'a beaucoup mieux dit que moi. Et donc il faut tout faire pour éviter de se retrouver amené un jour à reconnaître ce genre de situations. Et le témoignage n'a d'autre but que de montrer que cette violence extrême n'est pas disparue, elle existe toujours dans le monde et qu'il est important de le dénoncer en permanence.

Mélo: Merci. Et moi j'ai l'impression que tout ce qu'on raconte sur l'Algérie, et j'espère qu'on prendra le temps d'autres émissions pour re-décortiquer ce qu'il se passe, mais la mise en place du discours colonial a aussi des incidences aujourd'hui sur notre façon de penser le monde et notre rapport aux musulmans, aux anciens colonisés.

D'ailleurs, je pense et je vais être très rapide, que si la situation des français avec les Maghrébins en général est ce qu'elle est aujourd'hui en particulier avec ce qu'il se passe dans les banlieues, c'est que justement il y a encore beaucoup de choses qui sont de l'ordre du non-dit, du non-réglé, et moi je pense que la haine anti-musulmane, anti-maghrébine a été une importation en France de la guerre d'Algérie, que tout en découle quelque part.

Deuxième épisode

Entretien radiophonique avec Jean-Marie Jolivet mené par Mélo, Jules et Mathieu.

Tout commence en 1958, quand Jean-Marie Jolivet, proche des réseaux Jeanson, en participant à une manifestation contre l'investiture du Général de Gaulle par la chambre des députés, est arrêté et envoyé pour quatre mois à Berlin. S'ensuivra un départ pour l'Algérie pour dix-huit mois, qui se transformera en trois années.

Le chant du déshonneur

Je n'oublierai jamais l'écartèlement algérien, aux quatre vents de l'agonie.
Ni les enfants, dans les ruines, cherchant qui pleurer.
Ni les hommes, fusillés à l'aube, égorgés la nuit, entre les murs de la honte.
Ni les femmes violentées.
Ni le hideux sourire du suborneur, mon camarade.
Je n'oublierai jamais les incendies dans la montagne, les agneaux éventrés, au hasard de la cruauté,
Ni les pistes de haine, les cortèges de douleur.
Ni le regard faux des chefs, ordonnateurs de massacres,
Ni leur rire devant la torture, la bastonnade, la mutilation.

Dépassant l'arbitraire et l'absurde, je n'oublierai jamais ce que fut notre guerre,
la guerre de nos vingt ans.
Faire la guerre,
c'est être moins qu'un homme et bien plus qu'un salaud.

Benoist Rey, soldat appelé, infirmier dans un commando de chasse de Djidjelli
Octobre 1961

Les Égorgeurs. Guerre d'Algérie, chroniques d'un appelé, Éditions Los Solidarios

Jules : Un petit mot sur ce poème que tu nous fais lire en préambule ?

Jean-Marie : Ce sera très court. Je ne l'ai pas lu moi-même parce que je suis trop ému. Il dit exactement ce que je ressens aujourd'hui, presque cinquante après.

Les Égorgeurs était sorti après la guerre d'Algérie, il avait été interdit. Le titre et ce qu'il y avait dans le livre, même si c'était le reflet exact de la réalité que lui avait vécu, avait soulevé beaucoup de problèmes car à l'époque encore on ne pouvait absolument pas parler de la torture. Tout un comité de soutien à Benoist Rey a été mis en place (avec entre autres Jean-Paul Sartre), une manifestation a eu lieu à Paris.

Mélo : La dernière fois, on avait évoqué la guerre d'Algérie, celle qui a marqué ta jeunesse, et puis cette fois-ci on se disait qu'on avait de nouveau envie de reparler de ça et en particulier de la vie quotidienne de ta compagnie, un commando de chasse.

Jean-Marie : Je me suis retrouvé au 8^e régiment d'infanterie de marine – c'était le terme pudique, avant on appelait ça simplement la coloniale. Dans ce régiment, il y avait une compagnie spécialisée qui s'appelait commando de chasse. Normalement, dans les commandos de chasse, tous les militaires sont volontaires. Mais comme il n'y avait pas assez de volontaires, on en désignait d'office. Soit des fortes têtes, soit des gens comme moi qui étaient dans cette armée, dans ce bataillon pour des raisons politiques.

C'était « l'élite » de l'armée française, avec les parachutistes et la légion étrangère. Je peux vous lire un texte très édifiant adressé le 11 novembre 1959 par le Général l'armée aérienne Challe, commandant en chef :

« À ceux des commandos de chasse.

On a comparé les commandos de chasse à des "têtes chercheuses". Je n'aime pas cette comparaison

technique car, justement, vous n'êtes pas des machines, vous êtes des hommes au sens plein et noble du terme. C'est là que résident votre efficacité et votre force. Si vous avez du souffle, du muscle, un œil perçant, une riposte prompte et foudroyante, vous êtes aussi un élément de contact humain avec les populations de cette province. Vous rassurez ces hommes et ces femmes terrorisés par les bandes rebelles, et vous ramenez l'espoir dans leur cœur. Vous créez dans les djebels les plus reculés, pour le Fellagha, un sentiment d'insécurité, pour la population, un élément de confiance.

Jeunes soldats de métropoles et jeunes musulmans au coude à coude dans les commandos de chasse, et dans un même élan, vous faites partie de notre chance, de la vraie chance de notre Patrie. Vous êtes des jeunes hommes purs et droits. Je suis content de ce que vous avez déjà fait, je vous demande de nouveaux efforts, je vous en demanderai encore. Je sais que vous avez la foi tranquille de ceux qui se battent pour un idéal juste et grand, et que nous parviendrons tous ensemble à la Victoire. »

Jules : À part la langue de bois de Challe dans cette histoire, il dit quelque chose qui me démange à chaque fois que j'entends ce texte, il parle des « jeunes français et musulmans au coude à coude ». Il y avait des harkis dans les commandos de chasse ?

Jean-Marie : Justement, ce n'étaient pas des harkis, c'étaient des volontaires. C'étaient des Français – puisqu'à l'époque tout le monde était soit-disant français – qui avaient choisi de servir dans l'armée française et qui avaient entendu parler du prestige de la légion étrangère, du prestige des parachutistes et du prestige des commandos de chasse. Ils étaient bien sûr aussi utilisés parce qu'ils parlaient arabe et qu'ils connaissaient souvent très bien le terrain. Ils étaient donc très utiles.

Jules : Donc pas de compagnie spécifiquement musulmane.

Jean-Marie : Non, là où j'étais il n'y en avait pas. Il y a eu des compagnies mais dans la mienne il n'y avait que deux musulmans.

Mathieu : Tu dis que le texte est édifiant. De ce que je connais de la guerre d'Algérie à travers les archives, il est en fait assez classique et ressemble beaucoup à tout ce qui s'écrivait. Ce qui est caractéristique, c'est que c'est un texte en direction des militaires, donc pensé comme de l'action psychologique (soutenir le moral des troupes). Mais il y a quand même deux choses dedans. Le gros du texte est axé sur l'action psychologique, la pacification, la création d'une Algérie nouvelle, et de porter un espoir de liberté, toutes ces conneries... De l'autre côté, on dit quand même que les commandos de chasse sont les unités d'élite. À travers ces mots-là on sous-entend que ce sont les unités qui vont au contact, qui sont chargées de la terreur. Dans la contre-insurrection, on a ces deux pôles-là en permanence : la terreur d'un côté, et l'action psychologique. Je ne sais pas si tu l'as lu avec des camarades à l'époque, mais les militaires sur le terrain, ils y croient une seconde à cette histoire du rôle pacificateur, de création d'une Algérie nouvelle ?

Jean-Marie : J'entends bien ta question, et je dis oui, sans aucune retenue. C'était une fierté, un honneur, et sauf les gens comme moi qui étions des politiques – donc contre la guerre d'Algérie –, l'ensemble des copains était tout fier d'être au commando et ils croyaient vraiment à la mission pacificatrice de la France. Ils considéraient vraiment que les ennemis c'était ce qu'on appellerait aujourd'hui des terroristes.

Mathieu : On le disait à l'époque aussi.

Jean-Marie : Ça me rappelle fortement le rôle que joue aujourd'hui l'armée française en Afghanistan. C'est pour ça que je dis que la guerre d'Algérie n'est pas finie. Elle continue actuellement en Afghanistan.

Mathieu : Où l'armée française forme l'armée afghane à ses techniques.

Jules : De toutes façons, les militaires français sont obligés de croire à une bonne cause, sinon tu ne peux pas mener une guerre.

Mathieu : La plupart des militaires savent qu'ils ne construisent pas des écoles, que ce n'est pas pour les colonisés...

Jean-Marie : C'est ça la question importante, mais c'est à la fois vrai et faux. C'était la grande manipulation – d'ailleurs le gouvernement de Guy Mollet et Mitterrand ont joué un rôle énorme là-dedans. À la fois il y avait la face sombre – une traque, une chasse sans aucune pitié, le concept de la guerre moderne face à un ennemi invisible (ça date du Vietnam et de l'Indochine) – ; mais en même temps, il fallait se donner l'impression d'être les meilleurs, et que nous, Français, on était capable de civiliser les gens. D'un côté on traquait, on tuait, etc. Et de l'autre on avait une action psychologique. Effectivement, il y a eu des écoles de construites, il y a eu des dispensaires de mis en place, mais c'était une goutte d'eau pour cacher le reste.

Mélo : Et dans son texte, Challe parle d'actions contre les fellaghas et d'action auprès de la population. Comment est-ce que toi, en tant que bidasse lambda, tu vivais cette action de rassurer les populations ?

Jean-Marie : Alors, moi en tant bidasse, j'avais deux positions et c'était un peu schyzophrénique. Puisqu'avant j'avais aidé les réseaux du FLN j'étais du côté des insurgés. Mais je dois reconnaître que dans le feu des opérations, dans l'ignorance totale de comment la guerre évoluait – qui n'était pas une guerre d'ailleurs, mais une opération de pacification – par rapport aux massacres auxquels j'ai assistés, auxquels j'ai participé, par rapport à la cruauté de l'ennemi (le FLN), il m'est arrivé de me dire par moments qu'après tout on avait peut-être pas tord. Et c'était terrifiant. J'étais vraiment pris dans une étreinte terrible parce que je subissais l'influence de mes copains, du capitaine qui nous commandait, des informations qu'on avait par le journal *Le Bled*. Il était distribué gratuitement à tous les soldats en Algérie. C'était un journal de propagande absolument terrifiant. Mais je n'avais que ça comme source d'information. Il y a des moments où je doutais même d'avoir eu raison de m'être rangé du côté du FLN avant de partir en Algérie.

Jules : Ça veut dire que dans ta vie quotidienne en Algérie, dans ton commando de marsouins, vous aviez des SAS (Section Administrative Spécialisée : des militaires chargés de « pacifier » avec des dispensaires, des écoles, etc.) qui vous doublaient ?

Jean-Marie : On avait même au sein de notre commando un militaire qui était revêtu symboliquement d'une double casquette, infirmier et instituteur.

Jules : C'est-à-dire qu'un jour il portait une blouse blanche et le lendemain une blouse grise ?

Jean-Marie : Et le troisième un couteau et un pistolet mitrailleur.

Mélo : Mais vous, quel contact vous aviez réellement avec la population sur place ?

Jean-Marie : Dans le Ouarsenis, et surtout dans le sud, du côté de la frontière marocaine, entre Aïn Sefra et Colomb-Béchar, on avait la zone à surveiller. Il y avait encore des petits villages qui étaient étroitement surveillés par l'armée française, et dans ces villages on a fait des opérations de « séduction », c'est-à-dire qu'on a distribué des vivres, on a fait un peu d'école, on a distribué quelques cahiers, gommes et crayons aux gamins, et soigné quelques personnes qui avaient des problèmes de santé. Mais c'était ponctuel, et c'était pour montrer qu'on était les plus forts.

Jules : Ça veut dire que vous n'aviez aucun suivi.

Jean-Marie : Non, absolument aucun.

Jules : Vous ne connaissiez personne intimement, vous ne connaissiez pas les noms des gens à qui vous vous adressiez, vous ne faisiez que passer en touriste à distribuer la camelote...

Jean-Marie : Et repartir. Le but non avoué c'était d'avoir des renseignements par les enfants ou par

les femmes, ce qui ne demandait pas forcément de relation suivi. Il y a des enfants qui, malheureusement, pour quelques friandises, pouvaient dire que la nuit d'avant il y a deux ou trois hommes qui étaient passés chercher du ravitaillement. Malheureusement.

Mélo : Et ça ne passait jamais par la peur ?

Jean-Marie : Si. Mais c'était autre chose. Ça passait souvent par la peur. Ce que je viens de dire, c'est la partie pacifiste. En réalité, quand on investissait un *douar* (campement), on rassemblait au centre la population qui restait, essentiellement des femmes, des enfants et des vieillards. Souvent on les faisait se déshabiller complètement, femmes, enfants et vieillards, et pendant ce temps-là une partie des militaires faisait toutes les petites maisons, les petites *casbah*, et fouillait pour voir s'il n'y avait pas d'armes, de gens cachés. Et c'était très violent. Une ou deux fois, ça a été bien pire, puisque des femmes ont été violées avec le consentement du capitaine.

(silence)

Mélo : Tout à l'heure, avant qu'on prenne l'antenne, tu évoquais aussi que dans certaines zones où tu as opéré il y avait peu de villages, et qu'une partie de vos opérations consistait à les ratisser.

Jean-Marie : Il y avait des zones où il ne fallait plus qu'il y ait un seul signe de vie. Ni de troupeaux d'animaux, ni d'habitants, et ces gens-là étaient ramassés, virés du village, et regroupés dans des camps de regroupement – il y en a eu beaucoup, je ne sais plus le chiffre exact – avec des conditions de vie absolument atroces.

Jules : C'est-à-dire que tout le ravitaillement dépendait de l'armée ?

Jean-Marie : Absolument, ils n'avaient plus aucune autonomie. Et même souvent les troupeaux de bêtes qui étaient leur seule ressource étaient dispersés voire abattus. C'était atroce parce que ces gens-là étaient vraiment parqués, comme des bêtes, dans des espaces étroitement surveillés par l'armée.

Jules : Qu'est-ce qui faisait qu'une zone devenait zone interdite ?

Jean-Marie : Quand l'armée estimait qu'un territoire était trop propice à abriter les fellagha et qu'il faisait partie d'une zone opérationnelle que le haut commandement avait décidé.

Mathieu : C'est la partie de la contre-insurrection où l'armée française amène cette innovation, qui est de vider l'eau pour attraper le poisson.

Jean-Marie : Absolument. Des villages ont été cramés pour de bon (détruits et plus du tout habitable) et des sources contaminées. Même une fois ça nous a joué un sale tour. On n'avait plus d'eau, les hélicoptères qu'on avait réclamés comme appui pour nous amener de l'eau et de la nourriture n'avaient pas pu venir car ils étaient opérationnels sur une autre zone. C'était assez cocasse. Ça faisait déjà trois jours qu'on crapahutait dans le djebel, qu'on parcourait les montagnes, et on était épuisés. En fait, un coup de chance, le radio a eu un message : « Surtout ne buvez pas l'eau, elle a été empoisonnée. » Mais si le radio n'avait pas pris le message – je le dis avec un sourire ironique – on aurait bu l'eau, on se serait précipiter. On était pris à notre propre piège.

Jules : Tu t'es retrouvé à servir dans une zone proche de la frontière marocaine...

Jean-Marie : En deuxième partie de mon service, la première c'était le Ouarsenis. Le Ouarsenis, c'est au sud d'Oran, une zone montagneuse très escarpée qui ressemble beaucoup à l'Ariège où j'habite. Quand je me balade en Ariège, ça m'arrive de penser au Ouarsenis. C'était une zone de grands combats, il y a eu des opérations d'envergure. On y a participé, et au bout de quelques temps l'armée française a réussi à prendre le dessus, et on a estimé qu'au niveau de la frontière marocaine il y avait de plus en plus de passages de gens du FLN, et donc il fallait renforcer la surveillance. On a été envoyés en tant que commando le long de cette frontière.

Mathieu : De l'autre côté de la frontière, le nouveau pouvoir, le Marzen au Maroc assure la sécurisation de la frontière pour le compte de la France ? Comment ça se passe ?

Jean-Marie : Justement, il y a encore polémique autour. On aimerait voir les archives marocaines de l'époque. En fait, la population et l'armée soutenaient le FLN, mais pas officiellement. C'était là aussi une position ambiguë. C'était devenu une base arrière, à la fois pour reprendre des forces, à la fois pour se restructurer, avoir du ravitaillement, des armes, et pour s'entraîner.

Mathieu : La nouvelle armée marocaine se met en place et est formée par l'armée française. Elle commence aussi la contre guérilla, les massacres des populations berbères en lutte.

Jean-Marie : Oui, c'était très ambiguë. Mais la période où j'y étais, les quelques échos qu'on avait, c'est qu'effectivement il y avait un nombre extrêmement important de gens du FLN qui passait.

Mélo : Mais j'imagine que cette information était aussi liée à la propagande.

Jean-Marie : Non, je pense que c'était la réalité, car on était une petite compagnie de trente, et j'ai passé un an et demi le long de la frontière marocaine, le reste du temps c'était dans le Ouarsenis. En un an et demi, j'ai participé à cinquante accrochages à la frontière.

Jules : Ce qui est énorme.

Jean-Marie : On était peu nombreux et qu'une petite partie de la frontière. Il passait beaucoup de monde, et ça se comprend. Ils avaient besoin de se restructurer, ils avaient besoin d'armes, de ravitaillement et de formation. Ils avaient des centres de formation, des camps.

Jules : L'ALN avait de véritables camps militaires au Maroc. Comme en Tunisie. Et des ateliers d'armement.

Jean-Marie : Et en même temps, du Maroc les responsables pouvaient contacter le reste du monde. C'est grâce à ceux qui étaient de l'extérieur que l'ONU a plusieurs fois condamné la France officiellement, car de l'intérieur de l'Algérie c'était quasiment impossible de passer des messages.

Jules : La France est allée bombarder la Tunisie à Bizerte (été 1961) et Sakiet Sidi Youssef (8 février 1958). Mais au Maroc ?

Jean-Marie : Non.

Mélo : À aucun moment n'ont été évoquées des incursions dans le territoire marocain par l'armée française ?

Jean-Marie : Non. Ça n'a jamais été évoqué, et on n'a jamais pénétré sur le territoire marocain. Mais je sais qu'il y a eu entre autres des commandos parachutistes qui ont été plusieurs fois parachutés de nuit de l'autre côté de la frontière.

Mélo : Par une malencontreuse erreur...

Jean-Marie : Certainement...

Jules : Tu peux nous décrire cette ligne frontière ? C'est un réseau électrifié ?

Jean-Marie : C'est un réseau entièrement électrifié. Ça s'est fait en plusieurs années, mais quand j'y étais, en 1959-1960, il l'était entièrement. Il y avait deux lignes électriques à très haute tension ; entre les deux, un réseau de barbelés et un passage pour les convois militaires, les camions. La largeur était assez impressionnante : ça couvrait tout le long de la frontière, un espace qui n'était

pas couvert. Il y avait des relais, c'est-à-dire des miradors, et dans certains endroits des projecteurs la nuit, repérés comme des endroits où les gens passaient. Malgré tout, il faut savoir que le FLN était très équipé, et qu'ils ont réussi en plusieurs endroits et à plusieurs reprises à couper l'électricité, à cisailler les barbelés. Ils ont aussi créé – et c'est ce qui se fait maintenant entre la Palestine et l'Israël – des passages souterrains, avec des caches. C'était devenu un enjeu considérable. C'était pour le FLN qui combattait dans ces territoires-là un point de repli extrêmement conséquent. Ils en avaient besoin.

Jules : Vous, votre groupe, vous étiez censés vous transporter à n'importe quel point de votre territoire.

Jean-Marie : Sur le territoire donné, c'est le capitaine qui était le maître des opérations, on faisait des rondes, des patrouilles sur une longueur de 60 kilomètres – c'était quand même déjà pas mal – et quand il y avait des alertes parce qu'ils avaient obtenu des informations comme quoi il passerait des fellaghas à tel endroit, ce n'était plus notre territoire, on recevait l'ordre de se porter là où il y avait l'alerte.

Jules : Une compagnie c'est une trentaine de types. Il y a eu beaucoup de pertes dans la tienne ?

Jean-Marie : Moi je peux témoigner qu'il y a eu effectivement pas mal de pertes. Dans la compagnie où j'étais, j'ai perdu en tout sept copains qui ont été tués.

Jules : Ça fait un tiers de l'effectif.

Jean-Marie : Ça s'est renouvelé, puisqu'il y en avait qui partaient et qui revenaient en fonction des libérations. Et une vingtaine de blessés, dont moi-même. On a sauté sur une mine. Ça aussi c'était la peur. Un accrochage, on a pas peur, puisque tout de suite on pense à se défendre. Une mine, on ne sait jamais quand elle va sauter. Donc en général le convoi était composé à l'avant d'un *half track*, qui était blindé et donc même s'il sautait, il y avait moins de risques. Ensuite, un ou deux camions avec les militaires et à la fin de nouveau un *half track* avec une mitrailleuse. Souvent, quand on savait qu'il y avait beaucoup de mines dans le terrain, on était deux ou trois à l'avant avec nos pelles pour essayer de détecter les mines, mais on n'y arrivait pas toujours... C'était pas simple. Une fois, on partait en opération, et le camion dans lequel j'étais a sauté sur une mine. Tout de suite après, il y avait quelques rebelles embusqués qui ont commencé à balancer des grenades, et à tirer. Là j'ai pris un éclat de grenade dans l'œil gauche.

Mélo : Après ça, tu as eu le droit à des vacances offertes, c'est ça ?

Jules : Donc tu t'es retrouvé à l'hosto.

Jean-Marie : Oui, au Club Med ! Non, j'exagère. J'ai d'abord été hospitalisé à Oran pendant le fameux tremblement de terre. Et puis après j'ai eu droit à une semaine de convalescence aux frais de l'armée française...

Jules : Une semaine ? Trop généreux...

Jean-Marie : Pas plus. À Bousville, qui est la plage résidentielle d'Oran, un domaine qui appartenait au journal d'Oran, qui soutenait à fond l'armée et l'Algérie française.

Jules : Ce qui veut dire que tu as pu te baigner et te mêler...

Jean-Marie : Me baigner oui, mais me mêler absolument pas. J'étais à l'intérieur d'un espace étroitement surveillé par la police militaire. On ne pouvait pas sortir, je n'ai pas pu aller à Oran – pourtant je savais que le bordel y était super. On était cantonné. Le seul truc qu'on demandait, c'était foutre la paix aux gens.

Jules : Donc vous étiez censés vous mêler à la population musulmane des douars, mais pas à la

population européenne. Pour quelles raisons ?

Jean-Marie : La population européenne qui fréquentait cette plage très courue, c'était des pieds noirs. En fin de compte, ils vivaient dans leur petit monde de bien-être assez éloigné des réalités de la guerre. Je pense qu'on ne voulait surtout pas qu'on les contamine, en leur racontant ce que nous on vivait en tant que commando. Et nous on avait aucune information de ce qui se passait en France, et comment évoluait la guerre d'Algérie. On entendait par *Le Bled*, et puis par nos officiers qu'on allait gagner la guerre, que c'était une question de semaines, que le FLN était battu, qu'il n'y avait aucun soucis à se faire. Mais on n'avait aucune autre information que ce canal-là. Donc le risque qu'il y avait c'est qu'on ait des informations par des européens, voire des journaux qui circulaient librement (*Le Monde, Combat*) sauf à l'intérieur de l'armée.

Jules : Donc vous étiez foutus à l'écart de la population civile. Et une des images d'Épinal de la guerre d'Algérie, ce sont ces bidasses qui écoutent Salut les copains, Europe 1.

Jean-Marie : Ça dépend des endroits où on était. Il y avait des radios effectivement pour les gens qui étaient dans les compagnies dans les villes, nous on était absolument opérationnels, dans le bled, on se déplaçait beaucoup, et la seule radio qu'il y avait, c'était la radio... du radio. Lui était en permanence branché avec les officiers, les responsables. De temps en temps, il se branchait sur un canal où il arrivait à piquer des informations, mais c'était très rare. On avait le courrier, quand ça fonctionnait. Normalement il était censuré et ouvert, mais certains parents et amis transmettaient quand même des informations qui venaient de France. C'était rare, et on n'avait pratiquement pas d'information. Là où j'étais il était parachuté tous les quinze jours. Il est arrivé pas mal de fois où ils se gouraient de compagnie. Nous on recevait du courrier pour des copains qui était à 300 km de nous. Super. (*Rires.*) En même temps, on avait quand même les marraines de guerre, etc. On recevait des paquets de journaux de France qui étaient souvent très vieux, qui avaient six mois, un an. Des revues comme *Paris-Match, Elle, et Le Figaro*. Je crois que c'était le seul quotidien qui nous était parachuté. Et souvent avec beaucoup de mois de retard.

Jules : On peut rappeler qu'à l'époque il n'y avait pas la télé ! (Rires.)

Jean-Marie : Il n'y avait pas la télé et les transistors commençaient à arriver – d'ailleurs ils ont joué un rôle important quand il y a eu la révolte des généraux, puisque ce sont par les transistors que les militaires se sont tenus informés. Nous, dans notre compagnie, on n'avait pas de transistor.

Mathieu : Il y avait tout un système pour vous empêcher d'avoir accès à une autre information que la principale, le journal Le Bled.

Jean-Marie : Moi j'appelle ça de la censure tout simplement. Effectivement, il y avait de l'action psychologique auprès des populations algériennes, mais surtout auprès de nous. Il fallait nous entretenir le moral, et pour ça il fallait nous dire d'abord qu'on était les plus forts, qu'on allait bientôt gagner la guerre et que ça ne faisait aucun doute, et que les autres n'étaient que des bandes de fellagha – puisque c'était le terme utilisé, maintenant on dirait terroriste – qu'il fallait absolument pourchasser jusqu'au dernier. C'est ça qu'on avait comme information. Et on avait des messages officiels soit du haut-commandement qui vantait comme ce que je vous ai lu tout à l'heure l'action de l'armée française, soit des politiques aux pouvoirs – je me souviens de messages adressés au jour de l'an par entre autres Guy Moquet, François Mitterrand. Mais c'était vraiment peu. Et en même temps, on était éloigné de tout, alors il y a des fois, moi quand j'étais dans le Ouarsenis, il y a des moment où on se regroupait entre compagnies et on retrouvait des copains du Génie, d'autres corps d'armée, qui eux avaient plus d'informations. Ceux qui étaient dans les villes avaient aussi de l'information. À Oran ou Alger l'information circulait quand même. Mais nous on était isolé en permanence.

Mélo : Quand de nouvelles personnes rejoignaient votre compagnie, c'était aussi l'occasion d'en savoir plus.

Jean-Marie : Oui, voilà. Quand des copains partaient parce qu'ils avaient la quille et qu'ils

rentraient chez eux, et qu'ils étaient remplacés par des bleus (des arrivants), nous on était avides de renseignements de ces bleus-là. Mais souvent c'était des jeunes qui avaient fait leurs classes en France et qui avaient déjà subi un début de « prise en main » : ils étaient à fond pour l'armée et l'Algérie française.

Mathieu : Tu as évoqué tout à l'heure le fait qu'on t'avait donné comme rôle d'aller à l'avant des convois pour déminer, avec la poêle à frire, etc. C'était un poste particulier. Toi, dans le commando de chasse tu avais aussi un poste particulier, qui s'appelait « voltigeur de pointe ». Est-ce que tu peux nous expliquer en quoi ça consistait et pourquoi toi tu t'es retrouvé là-dedans ?

Jean-Marie : Pour deux raisons, en général, les voltigeurs de pointe ce sont des gens qui devaient être rapides, légers, et donc on était armés de pistolets mitrailleurs – qui est l'arme la plus légère, mais d'une efficacité très relative dans ce genre d'opérations parce qu'elle n'a aucune précision, elle s'enraye beaucoup, souvent c'était des terrains sableux. Notre mission grosso modo était de nous faire repérer s'il y avait des ennemis, des gens cachés, et qu'ils nous attaquent nous, qu'ils nous tirent dessus pour que le reste du commando puisse se déployer et contre-attaquer. On était deux.

Jules : Vous étiez des chèvres.

Jean-Marie : Oui, c'est ça. On était deux en avant de la troupe pour les localiser, et on marchait à deux ou trois cents mètres en avant. Une fois, ça a été terrible, on s'est fait tirer dessus, on n'a pas pu se replier vers les copains, et les copains n'ont pas pu nous rejoindre. On a essayé de se protéger en allant s'abriter derrière un rocher, et un copain qui était comme moi voltigeur, comme moi politique, un instituteur communiste, s'est pris une balle dans l'artère fémorale et en quelques minutes, à deux mètres de moi. Il perdait tout son sang, il était très lucide, il m'appelait, il criait au secours. C'était terrifiant. Notre rôle c'était effectivement qu'on attire les autres à tirer.

Mathieu : C'était clairement lié au fait que vous étiez dans ce commando de chasse et que vous étiez des politiques ?

Jean-Marie : En ce qui me concerne et le copain qui a été abattu, c'est clair qu'on a été choisi parce qu'on était petits, mais aussi parce qu'on était des politiques. Et ça c'était un statut qui m'a suivi pendant toute la guerre d'Algérie. Parce que dans la coloniale, ce sont des têtes brûlées, des volontaires, même les appelés étaient des durs à cuire. Par contre, il y avait quelques gens qui étaient là marqués d'un fer rouge comme politiques.

Jules : Mais ça c'était un problème avec les officiers. Est-ce que c'était aussi un problème avec le reste de la troupe ?

Jean-Marie : Honnêtement, c'était un problème avec le commandement, au début avec la troupe mais très vite la camaraderie est plus forte que ça, et en fait on devenait copains comme les autres. C'était souvent des jeunes plutôt illettrés, qui venaient de Corse ou d'ailleurs, mais malheureusement beaucoup ne savaient ni lire ni écrire, et comme moi j'étais un peu « intellectuel » je leur servais d'écrivain public. Je n'ai jamais écrit autant de lettres d'amour que pendant ces trois ans.

Jules : On a parlé de ta semaine de repos forcé à Oran, mais tu n'as pas eu une perm' pendant trois ans.

Jean-Marie : Pendant tout mon service militaire.

Jules : Tu es un cas à part ?

Jean-Marie : Non, des gens ont eu des permissions pendant qu'ils ont servi en Algérie, ils ont pu rentrer en France. Moi non pour plusieurs raisons. Les militaires qui étaient en ville, c'était assez facile de les rapatrier pendant quinze jours trois semaines en France. Nous, on était opérationnels

donc on était rarement au même endroit. On n'allait pas envoyer un hélicoptère pour le deuxième classe que j'étais afin de me ramener à Oran et prendre le bateau pour partir en perm.

Jules : Ce qui fait qu'à part ta semaine de convalo...

Jean-Marie : Je n'ai rien eu.

Mélo : Tu as passé tout ton temps avec trente gars.

Jules : Et alors, trente mecs ensemble dans cette ambiance de guerre ?

Jean-Marie : L'ambiance c'était un grand ennui au quotidien. On n'avait vraiment rien du tout. On jouait aux cartes en racontant des conneries, on feuilletait des revues pornos...

Jules : Ça arrivait, ça !

Jean-Marie : Ah oui, ça arrivait très bien ! Elles circulaient abondamment. On tuait le temps en se bagarrant entre nous. Et surtout on se reposait, car entre deux opérations on avait besoin de récupérer. Quand on partait sur le terrain, des fois c'était trois-quatre jours avec le barda, c'est-à-dire un sac à dos qui pesait vingt à vingt-cinq kilos. En plein cagnard, en plein désert, ce n'était pas rien. C'était une vie d'hommes entre hommes. Il y a eu effectivement des actes sexuels quelques fois contre un. Mais pas dans ma compagnie. Je ne les ai pas vus.

Jules : Pas de viols de soldats entre eux.

Jean-Marie : Pas dans ma compagnie. Mais il y en a eu, c'est certain, il y a eu des témoignages là-dessus.

Jules : Il y avait un sentiment de condescendance envers le reste de la troupe ?

Jean-Marie : Oui. Il y avait un très fort sentiment d'appartenance à une élite. L'uniforme nous distinguait des troupions ordinaires puisqu'on avait droit à un béret noir, à une veste en treillis bariolée, de belles chaussures confortables – on avait pas les grosses pompes qu'avait le reste de la troupe ou les pataugas. On avait des armes en très bon état, et ça c'était important. J'ai vu des bataillons dont les armes ne marchaient pratiquement pas. Ou des armes qui dataient de 1914-1918. Nous on avait des armes modernes.

Mathieu : Et d'ailleurs qui les fournissait ?

Jean-Marie : C'était le commandement général. Je ne sais pas qui. C'était entre autres deux armes qui avaient un grand succès : le pistolet mitrailleur pour une raison toute simple c'est que c'était l'arme la plus légère et la moins encombrante ; et puis surtout le fusil de chasse qui était très performant et efficace. On était bien équipés.

Mathieu : Donc les PM des armes françaises et les fusils des armes américaines.

Jean-Marie : Oui, beaucoup. On avait aussi chacun une dizaine de grenades autour du ventre. Et certains – mais ça c'était la frime – avaient aussi des couteaux de commando.

Jules : Ils ont pas dû avoir l'occasion de les utiliser.

Jean-Marie : Non. Mais ça faisait peur. Quand on a fait des villages, certains montraient leurs couteaux de commandos et menaçaient les femmes et les enfants avec.

Jules : À ce propos, vous faisiez des ratissages, il y avait des accrochages et vous faisiez des prisonniers.

Jean-Marie : On ne faisait pas de prisonniers. On emmenait des gens.

Jules : D'accord, on n'était pas en guerre donc il n'y avait pas de prisonniers de guerre.

Jean-Marie : Deuxièmement, ce sont les gendarmes qui ont le droit d'avoir des prisonniers, et pas l'armée.

Jules : Donc vous les remettiez à la gendarmerie.

Jean-Marie : Théoriquement, oui, il fallait les remettre à la gendarmerie qui était débordée, et qui n'existait pas dans le bled où on était. Donc en fait l'armée fermait les yeux. Et il y a eu des textes écrits, entre autres de François Mitterrand, où on précisait clairement qu'il fallait obtenir des renseignements par tous les moyens. On se gardait bien d'utiliser le mot « torture », on disait qu'il fallait obtenir les renseignements le plus rapidement possible et par tous les moyens. Et débrouillez-vous. On avait un capitaine et un officier, et l'officier était formé aux techniques d'interrogatoire, les DOP (Dispositifs opérationnels de protection). C'était un appelé, un jeune officier, et lui était sadique, il ne faut pas avoir peur des mots. Il prenait un grand plaisir. Il s'était entouré de deux appelés de deuxième classe qui eux aussi aimaient bien torturer, parce qu'il faut le dire. Il y a des gens qui aiment torturer, qui prennent un vrai plaisir à ça. Et donc ces trois-là se chargeaient de l'interrogatoire des gens qu'on récupérait. Par tous les moyens, mais les moyens du bord. Ce n'était pas sophistiqué. C'était la baignoire, c'est-à-dire la tête dans l'eau jusqu'à ce que tu parles ; c'était la gégène, l'électricité partout sur le corps ; et c'était le supplice chinois, des gouttes d'eau qui te tombaient régulièrement entre les deux yeux pendant des heures, et qui au bout d'un moment te rendaient complètement fou. Et après les interrogatoires, ou on considérait qu'ils avaient des faits à se reprocher et on devait les remettre aux autorités, les gendarmes, ou on considérait qu'il n'y avait pas de fait particulier et il fallait les relâcher. Et ce sont les fameuses « corvées de bois ». On les emmenait en camion. On se mettait dans un endroit où il y a de l'espace, et on les faisait sortir en leur disant « foutez le camp ». On leur tirait dessus. On les abattait. Ça c'est quelque chose qui était aussi ignoble que la torture.

Mélo : Qu'est-ce que vous faisiez des cadavres ?

Jean-Marie : On les enterrait sur place n'importe comment. Quelques fois, pour montrer qu'on était les meilleurs, on les ramassait et on allait les exposer dans un village, sur la place.

Jules : Ce qui fait que ça créait un fossé pas possible avec la population.

Mathieu : Ça fait partie des techniques de terreur.

Jules : Au quotidien... la trouille...

Jean-Marie : La trouille c'était quotidien. Moi je suis un homme de peur depuis la guerre d'Algérie. Avant, je pense pas que j'étais peureux. J'étais alpiniste de haut niveau, et je pense pas que j'étais un homme peureux. Mais même aujourd'hui je suis un homme de peur. Par exemple, quand je vais au théâtre, au cinéma, ou dans un lieu clôt, je me débrouille toujours pour être près d'une allée pour pouvoir me barrer. Quand je marche dans la rue, souvent il m'arrive – cinquante ans après – de me retourner : j'ai l'impression qu'on me suit, qu'on va m'égorger. Les premiers mois à mon retour d'Algérie, ma compagne m'a retrouvé plusieurs fois couché en chien de fusil sous le lit. La peur était vraiment la chose la plus atroce, et tout le monde avait peur, même ceux qui jouent les caïds, ça je peux en témoigner. On avait tous la peur au ventre, surtout quand on devait monter la garde la nuit.

Jules : Et vous en parliez entre vous de cette peur ?

Jean-Marie : Oui, bien sûr. D'ailleurs, l'un des gags, quand l'un des gars nettoyait avec le peu d'eau qu'on avait son pantalon, c'était « ah t'as encore chié dans ton froc ! »

Mathieu : Est-ce que tu as vu des types arrivés convaincus de défendre la France et la civilisation coloniale et changer d'avis ?

Jean-Marie : Pratiquement la totalité des copains pensait que la France faisait un travail remarquable de civilisation pour le dire en deux mots. Ça c'est clair et net et là-dessus on était bien formatés. Quand on discutait entre nous et qu'on a eu des accrochages sérieux où on a perdu des copains, où on a eu des ratonnades dans certains villages voire des viols, il y a des copains qui commençaient à dire qu'on ne se conduisait pas toujours très bien, qu'on exagérait un peu, etc. Mais dans l'ensemble – c'est vrai que c'était un commando, donc un peu particulier – pour nous l'Algérie c'était la France, il n'y avait pas à discuter là-dessus.

Mélo : Toi tu disais par exemple en partant tu étais proche FLN et sur place tu en étais presque à regretter d'avoir aidé le FLN. Est-ce qu'il a fallu pour chacun d'entre vous attendre de rentrer pour émettre un doute sur le bien fondé de cette guerre ?

Jean-Marie : C'est une bonne question. J'habite un petit village où je fais pas mal de choses, il m'arrive de discuter avec des anciens combattants qui sont très fiers d'avoir fait la guerre d'Algérie encore aujourd'hui. Il y en a qui ont encore des « trophées » comme ils disent, des couilles ou des oreilles de fellaghas dans un bocal avec du formol. Il y en a qui se trimbalent avec leurs médailles – moi j'ai eu droit à quatre médailles quand même... (*rires*) et je suis ancien combattant, j'ai une carte d'ancien combattant. D'ailleurs je donne ma pension d'ancien combattant à Générations spontanées (*association toulousaine contre l'islamophobie - ndlr*). Il y en a qui sont encore fiers d'avoir combattu en Algérie, et qui pensent que c'est un bon boulot qui a été fait. Ils trouvent par exemple que les soldats qui sont en Afghanistan et qui font le même sale boulot que nous on a fait en Algérie, ce sont des mecs biens. Et qui pleurent à chaque fois qu'un militaire français tombe dans une embuscade. Moi, puisque j'étais libertaire, et que je savais quand même pourquoi le peuple se battait, j'étais bien sûr contre l'armée française. Mais en même temps, les copains, l'isolement, les atrocités vues et vécues – j'ai quand même, une fois, en montant la garde dans un petit oasis (on descendait loin des copains et on passait la nuit près des palmiers), retrouvé un copain égorgé les couilles dans la bouche. Ça te transforme quand même, quelque part. Tu deviens fou, tu deviens schizophrène. Tu deviens violent à ton tour, on n'y échappe pas. Quand on est dans un climat collectif de violence, on devient tortionnaire soi-même. Quand on est mêlé à ce genre de situations, on ne peut pas y échapper. Ou alors on se fout une balle dans la tête. Hanna Arendt a écrit des choses remarquables à ce sujet.

Jules : Ce qui a dû arriver à quelques uns aussi. Et par rapport aux « grands événements de cette guerre... Toi tu y es dans une période entre 1958 et 1961, donc tu es en plein dans le putsch d'Alger début 1960, quand quatre généraux décident de reprendre l'affaire en main. Vos troupes, qui étaient des troupes d'élite, comment se sont-elles comportées à ce moment-là ?

Jean-Marie : Là où j'étais, il n'y a rien eu, c'était le silence complet. On a su par le radio qu'il se passait des choses, on a su que la compagnie devait se tenir prête à se replier, et donc en état d'alerte, c'est-à-dire tout le barda prêt, dormir habillé. Mais il n'y a jamais eu de suite.

Jules : C'est-à-dire que tout ça vous est passé au-dessus de la tête.

Jean-Marie : Complètement. La seule chose qu'on a eu, c'est un communiqué officiel (je ne sais pas s'il était du Général de Gaulle ou de quelqu'un d'autre) à toute l'armée française de rester fidèle à la France et de ne pas suivre le putsch.

Jules : Ils ont employé le mot ?

Jean-Marie : Oui, c'était le mot employé, putschiste.

Mélo : Mais j'imagine que c'était décalé avec les événements.

Jean-Marie : Oui. Et ça a échoué. Heureusement, parce que ça aurait été catastrophique. Parce que

je pense que même dans les militaires de carrière, dans les commandos, dans les troupes de choc, très peu étaient prêts à prendre les armes contre le Général de Gaulle qui avait une aura extraordinaire. Même dans les parachutistes, les légionnaires, il y en a qui ont refusé d'obéir aux putschistes.

Mathieu : Il y a aussi beaucoup d'unités, notamment dans l'est, qui ont suivi les Salan, etc.

Jean-Marie : Et puis il y a eu surtout les appelés, car l'essentiel des soldats sur place étaient des gens comme moi, des appelés. Alors, vite fait, je vais dire deux choses. On était encore des gamins. On avait à peine vingt ans. Aujourd'hui on considérerait qu'on est encore des bébés. Deuxièmement, on avait pas le droit de voter, mais on avait le droit de tuer.

Mathieu : Et de mourir.

Jean-Marie : Et de mourir. Pour la France. Ça c'est quand même assez paradoxal.

Mélo : On a fait de vous pendant toutes ces années de la chaire à combat, des petits mecs virils prêts à tout pour leur patrie. Et après ça, il fallait pouvoir rentrer.

Jean-Marie : Il y a eu près de trois millions d'appelés et de rappelés, ce n'est pas rien, trois millions de Français qui ont vécu à un moment ou à un autre la guerre d'Algérie. Il y a eu je ne sais combien de morts du côté de l'armée française et de blessés, mais c'est rien à côté de ce qu'a vécu le peuple algérien. On sait même pas combien aujourd'hui...

Mathieu : Le FLN dit un million, les historiens 600 000.

Jean-Marie : C'est énorme ! Sur une population de moins de dix millions, il faut situer. Et puis ce qu'on dit, alors là je travaille là-dessus avec deux copains psychiatres, les dégâts non-visibles sur le moment. Maintenant on connaît très bien les traumatismes post-guerriers. À l'époque, c'était totalement inconnu en France. On rentrait et on reprenait la vie comme si de rien n'était. Le nombre de copains, dont moi-même (j'ai quand même fait six mois d'hôpital psychiatrique et cure de sommeil), qui sont allés en HP, le nombre de copains qui sont devenus violents dans leur propre famille. Il y a eu plusieurs procès d'anciens d'Algérie qui ont battu voire tué leur femme, leurs enfants. Une violence absolument extraordinaire. Et moi aussi j'ai par moment des pulsions violentes. Je peux le reconnaître. C'est terrifiant les traces que ça a laissé, et une blessure qui ne se referme jamais. J'en parle des fois avec d'autres qui ont fait la guerre d'Algérie comme moi, les traces ne peuvent plus disparaître. Et quand je vois à la télé ce qu'il se passe en Afghanistan ou ailleurs, il faut que j'éteigne la télé, je ne peux pas supporter. Quand je vais au cinéma et qu'il y a des passages de guerre, je me barre aussi. Et là, mardi ils ont passé un film sur la guerre d'Algérie, j'ai pleuré. Et je n'ai pas pu le regarder. Cinquante ans après. Et je peux dire, le peu que j'ai vu, c'était moi. Vraiment.

Jules : J'ai une question con. Peut-être est-elle très con. On a vingt ans, on vit au coude à coude avec des gars qu'on n'a pas choisi pendant tout ce temps, est-ce qu'il n'y a pas une certaine « nostalgie » (je le dis avec toutes les pincettes et les guillemets possibles), est-ce qu'il n'y a pas des relations qui sont restées entre ces gars ?

Jean-Marie : En ce qui me concerne, non. Pour certains, oui. D'abord, il y a les fédérations d'anciens combattants qui se retrouvent, qui sont très puissantes, il ne faut pas l'oublier. Il y en a deux. Une qui est plus proche du Parti communiste, la FACA, et l'autre. Mais elles ne réunissent que ceux qui sont dans l'esprit ancien combattant, comme on est ancien pêcheur, etc. (*Rires.*) C'est pour chanter ensemble et se bourrer la gueule. C'est dommage qu'on ait pas passé des disques des chansons qu'on avait là-bas.

Mon témoignage est pour moi très douloureux mais il me paraît en même temps indispensable pour les jeunes, pour leur dire que tout le monde peut être un monstre ordinaire. Que personne n'est à l'abri. Et ce n'est pas parce qu'ils n'ont pas connu, eux, la guerre directement, qu'ils sont à l'abri de se retrouver dans une situation où ils peuvent être à leur tour tortionnaire. Il faut vraiment être

vigilant et attentif à ce qui fait que l'autre n'est pas un être humain mais un sous-homme. Nous, si on a pu tuer, c'est qu'on nous avait présenté les fellaghas comme n'étant pas des êtres humains. Et ce qu'il se passe actuellement dans le monde, c'est plein de guerres d'Algérie. Toutes les guerres modernes, c'est la guerre d'Algérie. On est jamais assez vigilants, même quand on se croit en sécurité dans une société occidentale dite évoluée. On n'est pas à l'abri de devenir dans cinq ans, dix ans des tortionnaires.

Mathieu : Parce que ce sont ces sociétés occidentales soit-disant évoluées qui les ont inventées, ces techniques de terreur.

Jean-Marie : Puisqu'on a beaucoup de titres de gloire en France, au xvii^e c'était plus la littérature, au xx^e on peut dire que c'est les commandos de choc et les militaires de haut rang de l'armée française qui ont formé à peu près tous les tortionnaires de la Terre.

Troisième épisode

Entretien radiophonique avec Jean-Marie Jolivet mené par Mélo, Jules et Mathieu.

Je suis parti de France en étant étudiant et militant, où la vie parisienne était superbe. Je suis revenu après deux ans et demi de coupure complète, perdu et sans repère. J'avais peur de tout, je ne savais pas quoi faire, sans famille dans le coin. Pendant mon absence, le lieu où j'habitais – un collège où j'étais pion – avait été détruit et remplacé par un habitat de luxe de trois étages. N'ayant aucune adresse, on m'avait dit d'aller à Vincennes, où des militaires m'aideraient à me réinsérer. J'ai été reçu par un officier qui m'a donné un papier me disant de me présenter chez Citroën pour une embauche probable. Je m'y suis présenté et j'ai été embauché, sans aucun contrôle ni difficulté, pour monter des roues sur des 2CV à la chaîne à Levallois, en 3x8.

Jules : Les anciens d'Algérie avaient des emplois réservés comme OS ?

Oui. J'avais des diplômes mais ils n'ont en pas tenu compte.

Mélo : Est-ce que tu peux nous en dire plus sur Citroën ?

C'était une usine de construction automobile, paternaliste – c'était encore le père Citroën –, où les syndicats étaient interdits (sauf le syndicat maison), ce qui ne m'a pas empêché de me mettre en lien avec des copains qui étaient à la CGT. J'ai fait neuf ans, jusqu'au 1^{er} janvier 1968, dans différents circuits professionnels. Quand on m'a embauché, on m'a mis sur la chaîne des 2CV pour monter des roues. On m'a mis avec une équipe de cinq travailleurs algériens, en me disant « Vous avez fait l'Algérie, vous devez connaître ces mecs-là, ça vous fera du bien, vous allez les dresser. »

Jules : Il devait rester des restes de la guerre d'Algérie au sein de l'usine.

Les Algériens étaient traités par les chefs d'équipe comme les soldats traitaient les Algériens en Algérie. La guerre existait vraiment à l'intérieur des murs.

Après, j'ai été muté aux cabines de peinture, et les personnes qui faisaient la peinture des 2CV étaient des femmes en prison qu'on amenait tous les matins en cars. J'étais chef d'une petite équipe de cinq femmes. Je devais les surveiller, et éventuellement moucharder si j'entendais des choses – je ne l'ai jamais fait, bien sûr.

À l'époque, les ateliers n'avaient pas les mêmes normes de sécurité qu'aujourd'hui : c'était très toxique, voilà pourquoi elles ne travaillaient que six mois. On leur filait à boire toutes les deux heures un quart de litre de lait pour se désintoxiquer.

Jules : Quand tu t'es fait alpaguer en 1958, tu faisais partie de groupes de militants et d'un réseau. Est-ce que tu les as revus en rentrant ?

Non, je ne voulais revoir personne. Pendant deux ans j'étais à l'ouest. Je n'ai pas repris contact avec mes copains du *Monde libertaire* par exemple. Mon frère m'a dit que pendant que j'étais en Algérie, plusieurs personnes l'ont appelé pour savoir ce que j'étais devenu.

Comme réinsertion, c'était difficile. À un moment, j'ai pétié les plombs et j'ai été admis quelque temps en hôpital psychiatrique pour faire une cure de sommeil.

Mélo : Comment as-tu été accueilli dans l'HP ? Est-ce que c'était pris en compte que tu reviennes d'Algérie ?

À l'hôpital psychiatrique, ça n'a vraiment pas été pris en compte. J'ai su que je n'étais pas le seul ancien d'Algérie hospitalisé. J'ai été traité pour dépression nerveuse. Le concept de stress post-traumatique n'existait pas à l'époque, évidemment.

Entre les moments de sommeil, je voyais une psychologue à qui je racontais mes cauchemars. J'en faisais des atroces. Elle voulait toujours me ramener à ma petite enfance. J'étais encore plus paumé : on ne voulait pas reconnaître ce qui m'avait bouleversé.

En tout cas, elle l'avait belle. La plupart des gens qui ont fait l'Algérie sont nés avant la guerre – je suis né en 1938. Toute ma petite enfance a été pourrie par la guerre. En plus, dans ma famille, une partie était collabo et l'autre résistante... Je ne te raconte pas. Et à vingt ans, on m'envoie en Algérie.

Quand j'allais mal, au point de faire des conneries – éventuellement des tentatives de suicide –, on me disait que c'était un accident de parcours et que ce qui était important, c'était ce que j'avais vécu tout petit.

Mélo : Est-ce que ça a été facile de sortir ?

Non, il a fallu que mon médecin personnel intervienne.

Mélo : Quel type d'aides et de ressources as-tu pu trouver pour continuer à vivre comme tu le voulais ?

J'étais marié, j'avais un petit gamin pour qui j'avais beaucoup d'attention et de tendresse, et c'était dans les années où ça commençait à bouger un peu partout. Je m'intéressais aux musiques, en particulier le jazz, qui a été une thérapie remarquable. Je traînais des nuits entières dans les boîtes de jazz à Paris.

J'ai toujours été un rêveur, la tête dans les étoiles : je lisais beaucoup. Ça aussi m'a beaucoup aidé. Peu à peu, j'ai repris des contacts plus politiques, j'ai renoué avec mes potes libertaires. J'ai commencé à reprendre pied malgré des passages à vide très forts : des moments de violence brutale, comme un volcan qui explose. Et une peur étrange qui fait qu'aujourd'hui encore, à 72 ans, j'ai pratiquement toujours peur.

Mathieu : À la sortie de l'hôpital psychiatrique, est-ce que tu dis qu'il y a une continuité avec l'institution militaire ?

Non. C'est venu bien après par la fac de Vincennes.

D'abord, j'étais complètement sonné, presque comme un légume. J'étais incapable, intellectuellement, de penser ce qu'il m'arrivait. J'étais une loque.

Quand j'en suis sorti, j'ai repris de suite le boulot à Vincennes, et en même temps je préparais un diplôme d'ingénieur au conservatoire des Arts et Métiers. J'ai été repris tout de suite par la vie, mais j'avais des moments de passages à vide et de solitude atroces. Par chance, ma femme, absolument remarquable, comprenait ça très bien. Il m'est arrivé de me barrer plusieurs jours sans laisser d'adresse, ou bien de piquer des colères monumentales à la maison sans qu'il n'y ait aucune raison. J'ai été assez invivable au quotidien.

Jules : On arrive à la fin des années 1960, et le pays explose...

De joie !

Au moment des événements de 68, j'ai reçu une convocation de la gendarmerie me disant que j'étais affecté comme gendarme de réserve, à la disponibilité du ministère des Armées dans mon lieu de travail, avec un contrat disant à mon employeur qu'à la demande de la gendarmerie, il devait me libérer immédiatement. Ils m'ont présenté des fringues pour que je choisisse ma tenue : j'ai refusé de les mettre. Je n'ai jamais été appelé. J'avais déjà pris mes dispositions dans le cas où j'aurais été appelé : j'aurais déserté et l'aurais rendu public.

J'ai eu l'impression que je n'avais pas assez payé mes dettes envers la société. Il n'avait pas suffi que je fasse la guerre d'Algérie, mais il fallait que je « serve » encore la France, alors qu'en réalité j'étais une victime de ce pouvoir colonialiste et répressif. Ça m'a mis dans un état de culpabilité, je me suis posé la question quand j'ai été désigné gendarme réserviste. Le patron de ma boîte, avec qui j'étais très pote, me disait qu'il l'était lui aussi et qu'on « allait pas en crever ». Pour moi, ça avait un sens très fort, et j'y voyais un abus.

Mon directeur me couvrait si j'allais aux manifs. C'était un mec super, de Belleville. Il avait commencé sa carrière au plus bas niveau (aide comptable), et quand je suis rentré il était directeur administratif.

Jules : Comment tu as vécu 68 ?

Mai 68 a été une surprise totale. Je l'ai appris comme beaucoup de gens à l'époque, par la presse et la radio. Tout de suite, j'ai été attiré comme un aimant au quartier latin, à la Sorbonne où j'ai passé trois semaines sans interruption. C'étaient des moments incroyables.

Mai 68 a été une renaissance, une explosion physique, sexuelle – on était pas mal coincés, les uns et les autres. Alors cette « communion libertine » était quelque chose d'extraordinaire...

Tout le monde parlait sans savoir qui était qui. Certains étaient des universitaires, mais ils parlaient au milieu de gens comme moi, des « gens du peuple ». Il y avait des bagarres entre les différents groupes gauchistes, ce qui pour moi était magique à observer. Comme une impression de réveil collectif.

On n'arrête pas de nous rabâcher les oreilles avec les « trente glorieuses », mais on sortait d'une période d'étouffement et de censure – c'est directement le pouvoir qui dictait les journaux télévisés. Cette parole libérée était quelque chose de magique.

Mélo : Est-ce qu'il y avait la place pour avoir une analyse coloniale ?

Je me souviens, à la Sorbonne, d'une séance houleuse où un intervenant voulait qu'on aille manifester contre les événements au Vietnam. Des gens s'y sont opposés, disant qu'ils n'en avaient rien à foutre et étaient là pour faire la fête. D'autres, par contre, se sentaient directement concernés. Là, j'ai pris conscience que ce que nous avions fait en Algérie existait aussi ailleurs dans le monde. En plus, dans les différentes dictatures qui se sont mises en place dans les années 1970 en Amérique latine, les éléments instructeurs, ceux qui menaient la contre-révolution, étaient des officiers français qui étaient réputés pour leur capacité de mater le peuple.

Mathieu : Mai 68 est le premier moment où les méthodes de contre-insurrection coloniale reviennent dans le répertoire de la police, non plus pour être appliquées aux populations colonisées, mais aux populations ouvrières et étudiantes. Observes-tu cette réimportation de la contre-révolution pour mater les révoltes ?

Les forces répressives étaient beaucoup moins équipées que maintenant – sans quoi je doute que Mai 68 aurait pu durer un mois. C'était une chance pour nous (*rires*). Des flics m'ont poursuivi avec leur bidule et leur cape en faisant des grands moulinets, ils n'étaient pas vraiment dangereux... Et comme la plupart étaient ivrognes, ils couraient beaucoup moins vite que nous (*rires*) !

Mais déjà, en civil, il y avait des gens extrêmement dangereux qui, eux, étaient suréquipés. Soit ils jouaient le rôle d'agitateur, soient ils cassaient le mouvement, et s'ils arrivaient à chopper un petit groupe isolé, je peux te dire que ce groupe passait un très mauvais moment.

Jules : Vous avez su pour ces types du SAC (Service d'action civique, la milice au service du Général de Gaulle - ndlr) qui se déguisaient en ambulanciers pour embarquer les blessés ?

Oui, tout à fait. Il y a eu pas mal de blessés, et des blessés très sérieux (des yeux et des bras arrachés par des grenades), des gens ont été emprisonnés et torturés suivant les méthodes employées en Algérie (la gégène). La police s'est vantée d'être très opérationnelle parce que les forces de l'ordre avaient su éviter une répression tout azimut avec des morts. Ce qui n'est pas si simple que ça.

En 68, c'était aussi une ambiance festive. Il faudrait réécouter les disques qui sont sortis à l'époque, de Dominique Grange en particulier. On avait fait des chants révolutionnaires sublimes. Des disques qu'on ne pourrait pas passer à la radio aujourd'hui...

On a souvent opposé dans ces « événements » de 68 les ouvriers, les travailleurs et les étudiants. Vous savez bien, les étudiants branleurs qui n'ont rien d'autre à foutre que faire la grève, etc. C'est tout à fait faux. J'ai été distribuer des tracts à l'entrée de mon usine avec des étudiants de Vers la révolution (VLR), et je peux vous dire qu'il n'y avait pas un mur entre eux et les ouvriers. Beaucoup d'ouvriers, et en particulier des jeunes travailleurs, étaient solidaires du mouvement étudiant, mais ne pouvaient pas se mettre en grève pour des raisons économiques.

La haine de cette période-là me fait mal au cœur. À part quelques-uns qui ont tiré profit de leur

« carrière gauchiste » – je pense à Kouchner, Bernard-Henri Lévy, Gluckman, July, Cohn-Bendit, etc. qui se sont fait des places au soleil (cf. *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du Col Mao au Rotary*, de Guy Hocquenghem) –, je connais beaucoup d'anciens militants de 68 qui sont restés sincères et proches de ce qu'ils ont vécu et défendu à l'époque.

Jules : En quelle année commence la fac libre de Vincennes ?

Elle commence en 1969 et se termine en 1980. J'y suis arrivé par hasard. Mon médecin particulier, le seul qui avait compris ce que j'avais vécu en guerre d'Algérie, me dit : « Plutôt que de suivre une thérapie et de prendre des anti-dépresseurs, moi je fréquente Vincennes, il va s'y passer des choses extraordinaires. Viens. »

C'est Edgar Faure qui avait « lâché » cette fac aux gauchistes, en les mettant loin de tout, dans le bois de Vincennes. On était coincé entre le bois, d'un côté, et le champ de tir, de l'autre. Pour y aller, il y avait un bus et si on n'avait pas de voiture, il fallait marcher pendant une demi-heure par un petit chemin.

Au lieu de foutre la paix au reste des étudiants, se sont retrouvés à Vincennes probablement les plus grands philosophes de l'époque : Foucault, Deleuze, Guattari, Chatelet, Lyotard, Rancière, Scherer, etc. C'est devenu un foyer « d'imaginaire collectif » (Castoriadis), qui a rayonné par-delà les murs. Ce « centre expérimental d'enseignement universitaire » (la différence avec une faculté est importante) a attiré des étudiants du monde entier, en particulier d'Amérique latine (qui fuyaient les dictatures), d'Afrique noire (qui vivaient la décolonisation de façon douloureuse), du Moyen-Orient, etc.

Vincennes n'était pas une fac de professeurs avec des étudiants, mais une fac d'étudiants avec des professeurs. C'étaient les étudiants qui décidaient ce qui allait se dire et se faire.

Jules : Comment tu faisais pour te retrouver dans cette ambiance ?

Je vais vous faire rire. Vincennes était l'époque des déguisements baba cool. Pratiquement tout le monde à Vincennes était habillé comme ça. Moi, j'étais un cadre de l'industrie, donc j'avais un costard-cravate et les cheveux courts. J'y allais avec ma vieille 2CV pourrie, je m'arrêtais à 200 mètres de la fac et je mettais un vieux jean et un pull troué (*rires*).

Les cours étaient jusqu'à minuit, y compris le samedi et le dimanche pour que les travailleurs puissent suivre un cursus complet. Il n'y avait pas non plus besoin d'avoir le bac. C'était quand même un pari gonflé. Cette manière de procéder était révolutionnaire à l'époque, et le serait toujours aujourd'hui. C'était un enseignement non doctrinal, non dogmatique, non mandarinal. Les Deleuze et Foucault se faisaient tutoyer et injurier si les étudiants qui écoutaient leur cours n'étaient pas d'accord.

C'était la mise en place d'une véritable transversalité. On était étudiant en ce qu'on voulait. Il n'y avait pas de cursus principal, on pouvait piocher dans tout ce qui était enseigné à Vincennes. Quand j'y étais au début, j'étais en philosophie, puis je me suis intéressé au département sociologie, sciences de l'éducation, au cinéma et au théâtre.

Vincennes était défini à la fois par ces enseignements – qui étaient plutôt des dialogues – et un lieu d'échanges et de rencontres. Les fameux souks de Vincennes étaient extraordinaires, tous ceux qui voulaient pouvaient vendre des choses dans les patios. À l'époque, c'était de l'encens, des fringues népalaises, des disques de *pop music*...

Jules : Des bouquins volés chez Gibert (rires).

Exactement ! Il y avait aussi des fanzines... C'étaient des lieux de rencontres, où on pouvait graffiter les murs, faire des fresques à volonté sans aucun problème. La fête en permanence... Et c'était un lieu de contestation politique très fort. Tout ce qui a été contestataire entre 1968 et 1980 est passé par Vincennes. Je pense au Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR) d'Hocquenghem, les Gouines déchaînées, le MLF, le Groupe information prison (GIP), les comités de soldats, le comité Vietnam, etc.

Ce n'était pas une démocratie participative à la Ségolène Royal, c'était une vraie démocratie avec quelques fois des coups de poings sur la gueule. Vincennes était un lieu d'AG pratiquement permanente.

Mélo : Est-ce qu'il y avait un recteur dans cette drôle de chose ?

Oui. C'était un type remarquable qui a défendu sa fac bec et ongle. Il partageait son pouvoir et participait aux AG. Certains professeurs étaient extraordinaires en AG, notamment un qui a fait beaucoup de bruit, le fameux Georges Lapassade. Il était de toutes les AG, d'une intelligence sublime, homosexuel, qui ne payait pas de mine – on avait l'impression que c'était un vieux clochard. Il arrivait tous les matins à la fac, à l'ouest, avec son petit cabas où il avait tous ses bouquins. À la fin des cours, vers minuit, il demandait à l'un ou l'autre : « Tu rentres chez toi ? Je peux venir dormir avec toi ? » (*rires*) Par ailleurs, c'était un immense type.

Les communistes tenaient le syndicat, et s'affrontaient avec les trotskystes et les maoïstes. Au milieu de ça, il y avait beaucoup de querelles autour de l'aide qu'on devait apporter aux autres peuples révolutionnaires – en Afrique, en Europe (Espagne), en Amérique latine (Argentine). Il y avait des expérimentations dans des champs qui touchent la pédagogie, la psychiatrie et la sociologie. Notamment la micro-sociologie et l'analyse des institutions. Il avait été créé un laboratoire d'analyses institutionnelles auquel j'ai participé activement qui avait créé des antennes un peu partout en France. Il y a eu toutes les luttes anti-psychiatrie, et se sont créés, dans la mouvance de Vincennes, les premiers lieux de vie en France. Avec un type absolument extraordinaire auprès des autistes qui s'appelait Fernand Deligny.

Mathieu : C'est à Vincennes que naît « l'action-recherche », cette volonté d'arrêter de dissocier ceux qui pensent dans un coin et ceux qui luttent. S'appropriier le savoir, ça fait partie des luttes. Toi, dans ton parcours de vie, c'est quelque chose qui a eu une importance ?

Je lis toujours. Les plus jeunes se moquent parfois de moi en me disant que je devrais lire des choses plus récentes, mais je reste proche de ceux qui ont fait l'homme que je suis aujourd'hui. Je pense en particulier à Deleuze et à Guattari, même si je pourrais en citer d'autres. Leur enseignement est toujours valable. Hors de la petite France, ces gens-là sont toujours lus, commentés et discutés. Pour moi ils restent des grands. L'outil que j'ai appris avec l'analyse institutionnelle, je m'en suis servi après pour m'apercevoir que je n'avais plus rien à foutre comme cadre dans l'industrie, que ce n'était vraiment pas mon chemin, même si à l'époque je gagnais bien ma vie. J'ai abandonné ça et je suis parti à Toulouse – pour des raisons amoureuses aussi. À Toulouse, j'ai créé le premier lieu de vie de France, et c'est grâce à Vincennes ! Mais c'est une autre histoire...